



JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT

LISBONNE, 7-9 NOVEMBRE 2007

SYNTHÈSE

<http://www.eudevdays.eu>



Commission européenne





AVANT-PROPOS



LOUIS MICHEL
Commissaire européen
au développement
et à l'aide humanitaire

Quel plaisir ce fut de rassembler à Lisbonne toute la famille des acteurs du développement – les acteurs les plus engagés et les plus expérimentés qui soient dans ce domaine! Le climat aura-t-il un impact sur le développement? Oui, et la deuxième édition des Journées européennes du développement nous a montré, à travers des débats, des échanges et des critiques, sous quelles formes se manifesterait cet impact. Ce furent trois journées d'échanges et d'interactions entre les 2 170 participants issus de 100 pays différents, dont 1 000 à 1 500 hauts responsables politiques. Ce fut également l'occasion de consolider la volonté politique existante.

Le climat planétaire est-il en train de changer? Quarante pour cent des récifs coraliens ont déjà disparu et un pour cent des forêts tropicales est détruit chaque année. Sept des dix catastrophes climatiques les plus meurtrières de ces deux dernières décennies ont eu lieu entre 2000 et 2006. Inondations, ouragans, incendies, vagues de chaleur, sécheresse, autant de maux qui font de plus en plus la une des actualités du monde entier. Des phénomènes visibles aux yeux de tous, auxquels s'ajoutent les effets non visibles: la disparition de certaines espèces et celle, irréversible, de la biodiversité... le réchauffement climatique est une fièvre, qui doit être traitée dès aujourd'hui.

Le changement climatique est une question de vie ou de mort pour bon nombre d'habitants des pays en développement. Il n'est pas équitable, car les pays les plus touchés sont également ceux qui en sont le moins responsables. Les statistiques sont effrayantes: elles annoncent une pénurie d'eau pour 75 à 200 millions de personnes dans les dix prochaines années et, dans certaines régions, une réduction de moitié du rendement agricole. Et il n'est question ici que de l'Afrique.

Le climat aura-t-il un impact sur le développement? Assurément. Tous les efforts que nous avons déployés ces cinquante dernières années en faveur du développement risquent d'être anéantis si nous ne parvenons pas à maîtriser le réchauffement climatique.

Nous sommes face à une responsabilité historique, à un défi qui concerne l'humanité tout entière. Tous les décideurs politiques doivent agir sans attendre afin de sensibiliser l'opinion publique. Personne ne pourra dire qu'il ignorait la menace et les conséquences du changement climatique.

Agir est certes coûteux, mais le prix de l'inaction est encore plus élevé. Pendant les Journées européennes du développement 2007, la Commission européenne a réitéré son appel en faveur d'une alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique, afin de prendre des mesures immédiates en faveur des pays les plus pauvres. Cette démarche vise à s'assurer que des politiques sont en place à cette fin, entre autres des mesures d'adaptation et d'atténuation, de prévention ou de réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation. Elle a également pour but d'établir un partenariat politique solide entre l'Union européenne et les pays en développement afin de mener des actions politiques communes de lutte contre le changement climatique.

La présente synthèse est publiée par la Commission européenne,
direction générale du Développement et des relations avec
les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont
disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu/>)

Luxembourg: Office des publications officielles
des Communautés européennes, 2007

Conception/Textes/Illustrations/Préresse: Mostra Communication

© Communautés européennes, 2007
Reproduction autorisée moyennant mention de la source

Imprimé en Belgique, février 2008

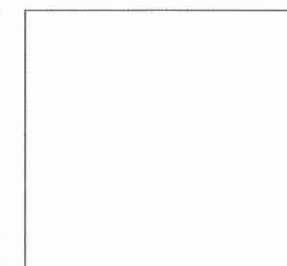
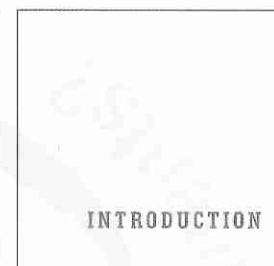
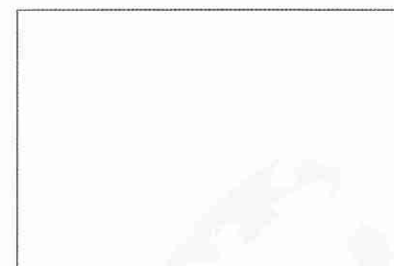


Adepte d'une vision globalisante, la Commission européenne doit être ouverte aux nouvelles idées. Nous devons faire preuve de créativité, exploiter au maximum les possibilités qu'offrent l'innovation et la recherche, évaluer le potentiel d'un marché du carbone et envisager d'autres mesures incitatives. La communauté internationale doit débloquer des fonds pour assurer la préservation des biens publics mondiaux tels que les forêts. À Lisbonne, j'ai également lancé l'idée d'un «Emprunt mondial», qui apporterait dès aujourd'hui des ressources financières massives pour la souscription d'emprunts à long terme garantissant des frais de remboursement réduits.

Le temps est désormais à l'action et aux résultats concrets. La Commission européenne gèrera cette volonté politique. Nous possédons les capacités techniques voulues pour nous adapter au changement climatique et anticiper ses effets. Nous pouvons rassembler les fonds nécessaires et nous devons agir rapidement.

Enfin et surtout, je me suis senti très optimiste au sortir des Journées européennes du développement 2007. Nous sommes confrontés à un vaste défi que nous pourrions transformer en une occasion d'inverser la tendance.

Unissons-nous contre le changement climatique. Au travail!



Les Journées européennes du développement constituent un forum unique pour la rencontre des grandes idées. Il s'agit d'une plateforme ouverte dédiée aux débats sur des questions d'importance mondiale, et non d'un lieu de négociations à huis clos. Chacun peut s'y exprimer librement: les militants et les experts y côtoient les parlementaires et les ministres, les citoyens ordinaires y côtoient les dirigeants mondiaux. Ces Journées sont ponctuées par d'intenses débats entre des personnes aux vues diverses et parfois divergentes. Si les hommes de loi et les décideurs se retrouvent autour de négociations, les responsables politiques africains et les chefs d'État européens se rencontrent dans le cadre de sommets européens et les ONG se réunissent à Porto Alegre; les Journées européennes du développement sont, quant à elles, un forum ouvert à tous.

Lors de ces Journées 2007, l'Europe a fait valoir ses deux décennies d'expérience pionnière en termes de lutte contre le changement climatique, et ses cinq décennies d'expérience dans le domaine de la coopération au développement.

L'Europe est d'ores et déjà à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique: elle s'est fixé pour objectif de réduire d'au moins 20 % – voire de 30 % en cas d'accord mondial – ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.

L'Europe a posé un nouveau regard sur les pays en développement, reconnaissant que ce sont les plus pauvres qui sont généralement les plus touchés. L'environnement constitue un des thèmes prioritaires du Fonds européen de développement, dont l'enveloppe pour ces six prochaines années s'élève à 22 milliards d'euros. Depuis le changement de millénaire, l'Union européenne prend des mesures collectives afin de dégager plus du double du montant d'aide actuel d'ici 2015. Selon les derniers chiffres disponibles, l'aide européenne au développement s'élevait à plus de 100 euros par citoyen européen en 2006.

Nous ne devons pas nous contenter de contribuer au renversement de la tendance; nous devons le provoquer.

L'Europe ne peut pas résoudre seule le problème du changement climatique. Ce défi transcende la scission Nord/Sud. Sa portée est planétaire, d'où la nécessité de débats et d'échanges pour définir la voie à suivre. Ensemble, les organisations multilatérales, les gouvernements, les experts, les ONG, les journalistes et les citoyens peuvent changer les choses. Telle est la raison d'être des Journées européennes du développement.

Site web: <http://www.eudevdays.eu>

TABLE DES MATIÈRES

5	Cérémonie d'ouverture: un forum pour l'instauration de partenariats mondiaux
7	Le changement climatique – défis et opportunités d'investissement Allocution spéciale (Yvo de Boer)
9	Enjeux et perspectives convergentes Réunion de haut niveau
11	Signature d'accords de coopération entre la Commission européenne et les pays lusophones Cérémonies de signature
13	Besoin d'une «coopération exceptionnelle» Allocution spéciale (Kofi Annan)
15	Une vulnérabilité partagée Allocutions spéciales (Arkalo Abelson et Vaia Tuuhia)
17	Les mesures d'atténuation et d'adaptation: «essentiels» Allocution spéciale (Kemal Dervis)
20	Vulnérabilité et adaptation au changement climatique Table ronde
24	Biens publics mondiaux et changement climatique Table ronde
27	Changement climatique et pauvreté, établissements humains et migration Table ronde
30	Citations d'orateurs
34	Atténuation des incidences du changement climatique, perspectives et financement Table ronde
38	Partenariats et gouvernance environnementale mondiale Réunion de haut niveau
41	Cérémonie de clôture: le développement – la meilleure mesure d'adaptation et d'atténuation
43	Événements parallèles: des forums dédiés à la réflexion innovante
48	Le Village du développement: un carrefour de partage d'expériences
52	Conclusion



Louis MICHEL

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Un forum pour l'instauration de partenariats mondiaux



José Manuel BARROSO

«Le développement est-il affecté par le changement climatique? Cela ne fait aucun doute. Et l'Europe veut impliquer tous les acteurs [dans la recherche de solutions].»

LOUIS MICHEL,
COMMISSAIRE EUROPÉEN
AU DÉVELOPPEMENT
ET À L'AIDE HUMANITAIRE

- MAUMOON ABDUL GAYOOM, président de la République des Maldives
- JOSÉ MANUEL BARROSO, président de la Commission européenne
- LOUIS MICHEL, commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire
- JOSÉ SOCRATES, Premier ministre du Portugal et président en exercice du Conseil de l'Union européenne

Les responsables européens et le président des Maldives ont souligné l'importance que revêtent les Journées européennes du développement en tant que forum de discussion entre les politiques, les experts et les représentants de la société civile en vue de la création de partenariats mondiaux en faveur de la lutte contre le changement climatique, tout particulièrement du fait que ce phénomène affecte les pays pauvres.



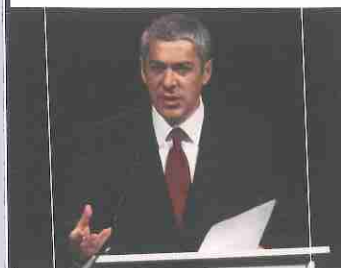
«Cette semaine, Lisbonne est le lieu de rencontre de Davos [le forum économique mondial] et de Porto Alegre [le forum social mondial]», a déclaré José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne.

Les orateurs ont insisté sur l'importance de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques prévue à Bali, en Indonésie, en décembre 2007. «Les Maldives soulèveront à Bali la question de la dimension humaine du changement climatique, à savoir que la protection de l'environnement est un droit fondamental de l'homme» a souligné Maumoon Abdul Gayoom, le président de la République des Maldives.

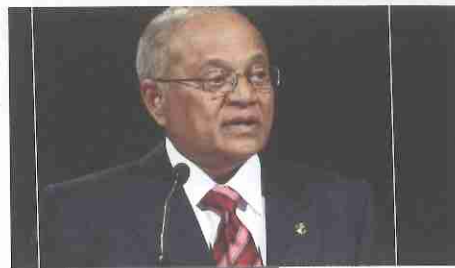
«Cette réunion pourrait être notre dernière chance de faire de réels progrès vers un régime post-Kyoto complet et efficace de lutte contre le changement climatique», a prévenu José Socrates, le Premier ministre du Portugal et président en exercice du Conseil de l'Union européenne. «La présidence portugaise travaille au succès de la conférence de Bali.»

Louis Michel, le commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, a donné le coup d'envoi de la cérémonie d'ouverture dans un discours au cours duquel il a établi des liens entre le réchauffement planétaire, le développement et la pauvreté. «Le changement climatique était considéré comme un problème environnemental», a-t-il déclaré. «Mais aujourd'hui, 200 millions d'Africains sont menacés de pénurie d'eau et de pénurie alimentaire due à une réduction des récoltes.»

Le commissaire a cité divers exemples de répercussions du changement climatique, de la disparition des récifs coralliens à la baisse du niveau des eaux du lac Tchad et de la mer Morte, en passant par la raréfaction des forêts tropicales. «Le développement est-il affecté par le changement climatique? Cela ne fait aucun doute. Et l'Europe veut impliquer tous les acteurs [dans la recherche de solutions]», a-t-il lancé à l'assistance.



José SOCRATES



Maumoon ABDUL GAYOOM



José Manuel BARROSO

Un «paradoxe tragique»

Le Premier ministre Socrates a qualifié le changement climatique de «principal défi pour l'humanité à l'heure actuelle». Il a mis en évidence l'intérêt porté par l'Union européenne à ce problème sous la présidence portugaise et a souligné l'importance d'actions en faveur de l'Afrique, qui est, selon ses dires, «l'une des régions les plus touchées». José Manuel Barroso a renchéri en mentionnant le «paradoxe tragique» selon lequel «les moins responsables de ce problème sont bien souvent les plus affectés».

Maumoon Abdul Gayoom a décrit les conséquences du changement climatique sur son pays, 1 200 îles réparties entre 26 atols. Seules 193 de ces îles sont habitées et 119 d'entre elles sont touchées par le phénomène d'érosion des plages, a-t-il expliqué. Les récifs coralliens des Maldives – qui jouent un rôle clé en tant que barrières protectrices pour le développement de la pêche et en tant qu'attractions touristiques – sont menacés par la hausse de la température de l'océan.

«Cette année, près de 80 îles des Maldives ont subi des raz-de-marée», a-t-il déclaré. «Jamais auparavant nous n'avions enregistré un nombre aussi important d'îles touchées simultanément par des inondations de cette envergure.»

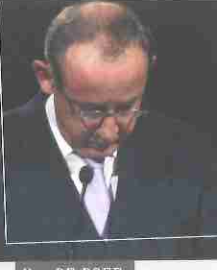
Il a déploré l'absence d'actions contre le changement climatique au cours de ces dernières décennies. «Dans le discours que j'ai prononcé à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies en 1987, j'ai signalé que l'absence de mesures pour contrer le réchauffement climatique mènerait à la perte des Maldives et de nombreux autres pays comme nous», a-t-il ajouté, appelant également à la mise en œuvre d'initiatives internationales afin d'aider les nations gravement touchées comme la sienne à atténuer les effets de ce problème et à s'y adapter.

«Nous avons laissé passer trop d'occasions de dégager un consensus», a-t-il signalé. «Nous avons trop longtemps laissé les profits à court terme prendre le pas sur le bien-être mondial à long terme. Rendons-nous à Bali avec la volonté de réussir.»

Une «grande opportunité technologique»

MM. Socrates et Barroso ont tous deux attiré l'attention sur une autre conférence internationale prévue en décembre, le sommet UE-Afrique de Lisbonne et un nouveau partenariat stratégique UE-Afrique, dont l'un des thèmes clés sera, selon M. Barroso, le développement des énergies renouvelables.

Et ce dernier de conclure: «Le changement climatique représente une grande opportunité technologique pour les pays en développement d'éviter l'étape des sources énergétiques à forte teneur en carbone dans leur processus de développement.»



Yvo DE BOER

ALLOCUTION SPÉCIALE

Le changement climatique – Défis et opportunités d'investissement

«Le changement climatique et le développement sont étroitement liés. Nous ne disposons que de peu de temps pour résoudre le problème du changement climatique. Nous devons investir intelligemment. Il s'agit là d'un défi crucial.»



- Yvo DE BOER, secrétaire exécutif de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

La façon d'investir dans la lutte contre le changement climatique et la destination des fonds investis constituent à la fois un défi crucial et une opportunité majeure, a déclaré Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

«La solution d'avenir réside en grande partie dans la mise en commun des ressources financières internationales», a-t-il ajouté. «Quelle est la meilleure façon de procéder à cette mise en commun, de garantir une utilisation plus efficace de ces fonds?»

Promouvoir les investissements privés

Yvo de Boer a affirmé que l'aide publique au développement (APD) devait être utilisée pour encourager les investissements privés dans les technologies propres innovantes dans les pays en développement. Il a signalé qu'en dépit de ses effets négatifs évidents et clairement démontrés, le changement climatique fournissait l'occasion de promouvoir l'investissement privé.

«Le développement propre stimulera la croissance économique», a-t-il déclaré. «Nous devons consacrer les fonds privés à des fins jamais utilisées auparavant.»

Une étude récente de la CCNUCC a révélé que, pour contrer le changement climatique, de profonds changements devraient être apportés dans les modes d'investissement et d'apports financiers au cours des vingt-cinq prochaines années. Elle visait à évaluer les investissements et les apports financiers existants et envisagés afin de dégager une solution internationale efficace au changement climatique, qui prenne avant tout en considération les besoins des pays en développement.

L'étude indique que le supplément d'investissement et d'apports financiers estimé nécessaire en 2030 pour enrayer le changement climatique est conséquent comparé aux fonds actuellement disponibles dans le cadre de la CCNUCC et de son protocole de Kyoto, mais infime par rapport au produit intérieur brut mondial (entre 0,3 % et 0,5 %) ainsi qu'au total des investissements (entre 1,1 % et 1,7 %) prévus en 2030.

Elle souligne par ailleurs que le montant total des investissements dans les nouveaux types de ressources matérielles devrait tripler à l'échelle planétaire entre 2000 et 2030, fournissant ainsi l'occasion d'orienter les investissements et les apports financiers vers la création de nouvelles structures plus respectueuses de l'environnement et plus résistantes.



Les pays en développement offrent les meilleures perspectives à ce niveau. Ils ne représentent actuellement qu'entre 20 % et 25 % des investissements mondiaux, mais le rythme de croissance économique soutenu qu'ils devraient connaître nécessitera des investissements et des apports financiers considérables.

L'étude encourage également les gouvernements à impliquer davantage le secteur privé dans la promotion des investissements et des apports financiers en faveur des actions futures de lutte contre le changement climatique, ce secteur étant responsable de la majeure partie des investissements et apports financiers (86 %). Bien que l'APD représente actuellement moins de 1 % du total mondial des investissements, ce pourcentage est plus élevé dans certains pays comme les pays les moins avancés (6 %).

Nous avons besoin de «mesures d'ingénierie financière intelligentes»

Yvo de Boer a affirmé que, combinés, les investissements privés et l'APD pouvaient, et devaient, soutenir à la fois le développement et la protection de l'environnement: «Le changement climatique et le développement sont étroitement liés. Nous ne disposons que de peu de temps pour résoudre le problème du changement climatique. Nous devons investir intelligemment. Il s'agit là d'un défi crucial.»

La durabilité est également un facteur clé. «Les investissements réalisés aujourd'hui ne doivent pas être réduits à néant demain. Nous avons besoin de mesures d'ingénierie financière intelligentes afin de déterminer les moyens qui s'offrent à nous pour modifier l'impact de l'investissement dans ce secteur», a précisé l'orateur.



Chris LANDSBERG

RÉUNION DE HAUT NIVEAU

Enjeux et perspectives convergentes



João GOMES CRAVINHO



Wahida BASHAR AHMED et Saleemul HUQ

«Les pays les moins avancés ont le droit de se développer [...] Les actions de lutte contre le changement climatique doivent promouvoir, et non entraver, le développement.»

KATHERINE SIERRA,
BANQUE MONDIALE,
VICE-PRÉSIDENTE
POUR LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE



- CHRIS LANDSBERG, modérateur, Centre d'études politiques, Johannesburg
- WAHIDA BASHAR AHMED, ActionAid International
- JOÃO GOMES CRAVINHO, secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération, Portugal
- SALEEMUL HUQ, directeur du programme sur le changement climatique, Institut international pour l'environnement et le développement
- MICHEL JARRAUD, secrétaire général, Organisation météorologique mondiale
- MARIA MUTAGAMBA, ministre d'État de l'eau et de l'environnement, Ouganda
- KATHERINE SIERRA, vice-présidente pour le développement durable, Banque mondiale
- ANDERS WIJCKMAN, membre du Parlement européen

Le changement climatique, un problème pour l'environnement et le développement

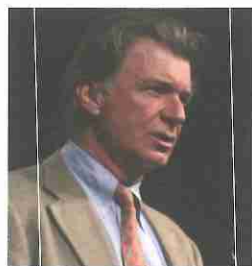
La conférence de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la troisième réunion des parties au protocole de Kyoto qui auront lieu à Bali en décembre 2007 devraient déboucher sur l'établissement d'une feuille de route pour un futur accord sur le changement climatique. Afin d'éviter tout «vide» entre la fin du présent accord et l'entrée en vigueur d'un nouveau cadre, il est prévu de conclure un nouvel accord d'ici 2009 afin de garantir un délai de ratification suffisant.

Nombreux sont les défis et les obstacles à surmonter pour garantir un vaste soutien au processus complet de négociation censé jeter les bases de l'instauration d'un régime de lutte contre le changement climatique après 2012. Il est à noter que la résorption de l'écart existant entre les pays industrialisés, développés et en développement est jugée essentielle pour la conclusion d'un accord en 2009.

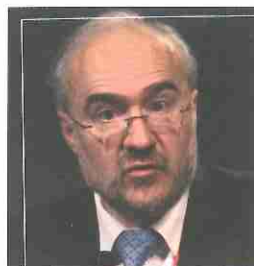
Dans ce contexte, le modérateur Chris Landsberg a incité les membres du groupe à déterminer si les acteurs concernés – les nations, la société civile et les citoyens – possédaient les «ressources et la volonté politique» nécessaires pour respecter le délai fixé à 2009, à repérer les lignes de fracture qui divisent le Nord et le Sud, et à prendre en considération les droits et responsabilités mutuels des nations développées et en développement.

Les pauvres sont les plus touchés

Forte de son expérience dans le domaine de l'atténuation des effets des catastrophes naturelles et des actions de secours aux victimes, Wahida Bashir Ahmed d'ActionAid International a rappelé à l'assistance que «les pauvres, en particulier les femmes, sont les personnes les plus touchées par les conséquences du changement climatique, mais (que) les effets qui affectent les femmes ne sont pas pris en compte par les décideurs politiques». Elle a en outre soulevé la question de savoir si la privatisation était la solution adaptée pour la résolution de problématiques liées au changement climatique telles que la sécurité de l'approvisionnement en eau.



Anders WIJGMAN



Michel JARRAUD



Katherine SIERRA



Maria MUTAGAMBA

Saleemul Huq, directeur du programme sur le changement climatique à l'Institut international pour l'environnement et le développement de Londres (IIED), a fait remarquer que, sur les quatre régions de la planète les plus sévèrement touchées par le changement climatique, trois d'entre elles – les petites îles, le continent africain et les méga-deltas d'Asie – abritent les populations les plus pauvres du globe.

Il a mis l'accent sur un point qui recueille l'assentiment général, à savoir la reconnaissance du fait que le changement climatique affecte autant le développement que l'environnement. Il a également suggéré un moyen de surmonter les divisions entre le Nord et le Sud.

«Étant donné l'ampleur planétaire du problème, les gens ne peuvent plus confier la problématique du changement climatique aux gouvernements des États-nations qui ne cherchent qu'à satisfaire l'intérêt national. Ils doivent s'affirmer en tant que citoyens de la planète», a-t-il déclaré. «Les citoyens en tant qu'individu et la société civile doivent assumer leur part de responsabilité. Nous devons veiller à réduire notre propre empreinte carbone.»

Évoquant «la confusion, la frustration et le désespoir» qui règnent en Afrique aujourd'hui, la ministre d'État de l'eau et de l'environnement en Ouganda a rappelé à l'assistance que «les pays africains sont simultanément frappés par la sécheresse et les inondations [...] Si nous ne trouvons pas de solutions, nous ne pourrions pas mettre un terme aux migrations déstabilisatrices».

Des fonds et des actions contre le changement climatique

En sa qualité de représentant du pays hôte, João Gomes Cravinho, secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération au Portugal, a mis en évidence la position de l'Union européenne et a souligné que «les pays développés devaient prendre la tête des actions de réduction des émissions».

Anders Wijkman, député européen originaire de Suède, a indiqué que le Parlement européen envisageait d'utiliser les recettes issues des échanges de quotas d'émission de carbone pour financer l'aide au développement en faveur de mesures d'atténuation, d'adaptation et de réduction des risques. Il a également insisté sur la nécessité d'un «accord global» entre le Nord et le Sud afin de faire progresser le transfert de technologies.

«Les pays les moins avancés ont le droit de se développer [...] Les actions de lutte contre le changement climatique doivent promouvoir, et non entraver, le développement», a souligné Katherine Sierra, vice-présidente pour le développement durable à la Banque mondiale.

Michel Jarraud, de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a également attiré l'attention sur un point de convergence possible: «Il est de plus en plus largement admis que le coût des méthodes d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets seront moindres si elles sont mises en œuvre dès aujourd'hui.»

CÉRÉMONIES DE SIGNATURE

Signature d'accords de coopération entre la Commission européenne et les pays lusophones



«Cet accord jouera un rôle majeur dans l'éradication de la pauvreté et dans la promotion du développement dans les PALOP et constitue un grand pas en avant dans nos relations avec ces pays.»

LOUIS MICHEL,
COMMISSAIRE EUROPÉEN
AU DÉVELOPPEMENT
ET À L'AIDE HUMANITAIRE



LA DEUXIÈME ÉDITION DES JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT ÉTAIT L'OCCASION DE SIGNER D'IMPORTANTES ACCORDS DE COOPÉRATION ENTRE LA COMMISSION EUROPÉENNE ET DEUX GROUPES DE PAYS LUSOPHONES.

Cérémonie de signature CE-PALOP et Timor-Oriental

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le commissaire au développement et à l'aide humanitaire, Louis Michel, ont signé un protocole d'accord avec les ministres des PALOP (pays africains de langue officielle portugaise – Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique et São Tomé e Príncipe) et le Timor-Oriental.

Le président Barroso a qualifié d'«original» l'accord avec ces six pays et a déclaré qu'il s'agissait d'un exemple particulier de coopération Sud-Sud.

«Ces six pays partagent la même langue et la même culture, ainsi que les mêmes systèmes de gouvernement. Cet accord leur permet d'œuvrer dès aujourd'hui au renforcement de l'administration publique, de la justice, des services sociaux et de la gestion des finances publiques», a-t-il déclaré. «Il favorisera également l'intégration, tout en préservant l'identité de chacun.»

Le président de la Commission a souligné que le premier accord de coopération avec les pays africains lusophones avait été signé sous la première présidence portugaise de l'Union européenne en 1992, et qu'il était à présent élargi au Timor-Oriental dans la région Asie-Pacifique.

L'accord avec les PALOP est original en ce sens qu'il admet l'idée d'instaurer une collaboration avec un groupe de pays qui ne sont pas des voisins géographiques mais sont unis par des liens culturels forts. Il a pour objectif de consolider la coopération mutuelle, d'intensifier le dialogue et de favoriser la stabilité dans ces régions.

Le commissaire Michel a expliqué en quoi consistait concrètement le protocole d'accord, entre autres le partage des ressources humaines dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du commerce, de l'investissement, de la justice et de l'emploi.

«La signature de ce protocole d'accord souligne notre volonté politique de renforcer la coopération entre les PALOP et la Commission européenne», a-t-il dit. «Cet accord jouera un rôle majeur dans l'éradication de la pauvreté et dans la promotion du développement dans les PALOP et constitue un grand pas en avant dans nos relations avec ces pays.»

Quelque 33 millions d'euros seront consacrés au programme de la Commission européenne en faveur de la coopération avec les PALOP.



Cérémonie de signature CE-CPLP

Un protocole d'accord a également été signé entre la Commission européenne et la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), qui regroupe l'Angola, le Brésil, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique, le Portugal, São Tomé e Príncipe et le Timor-Oriental.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui a également occupé par le passé la fonction de Premier ministre du Portugal, a fait remarquer que la langue portugaise était parlée sur quatre continents et par 238 millions de personnes.

L'accord avec les pays lusophones de la CPLP ouvrira des perspectives de développement de la coopération. Il contribuera également à la prévention et à la résolution des conflits, comme l'a souligné le président Barroso.

Le secrétaire exécutif de la CPLP, Luis Fonseca, s'est dit convaincu que la présence du président de la Commission européenne à cette cérémonie reflétait l'intérêt porté par cette dernière à cet accord de coopération. «Il s'agit d'un événement important pour la CPLP. Nous avons jeté les bases de notre avenir et d'une plus grande stabilité dans le monde.»

Dans le cadre de l'accord conclu, les deux parties intensifieront leurs actions en faveur de la démocratie et des droits de l'homme, ainsi qu'en faveur de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits. Diverses coopérations seront également recherchées dans des domaines tels que le développement économique et social, l'éducation, la formation et la jeunesse et la diversité culturelle. La société de l'information constitue un secteur important de coopération potentielle.

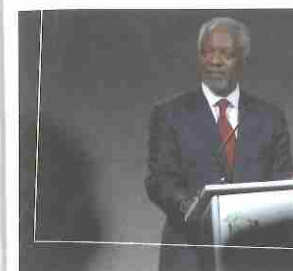
«Nous voulons être en mesure de tirer parti des avancées technologiques pour créer une société moderne et garantir la paix et la compréhension dans les régions de la CPLP», a déclaré Luis Fonseca. «En recherchant des solutions communes à nos problèmes, nous tendrons vers un meilleur avenir pour nos peuples et les générations futures.»

Louis Michel, le commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, a signalé que l'accord pouvait contribuer au renforcement du dialogue politique et à la complémentarité entre les actions et les politiques. Il a également salué l'engagement personnel du président Barroso, qui a permis la conclusion d'un accord très rapidement.

Les conflits qui ont opposé les pays de la CPLP par le passé expliquent la nécessité d'un soutien de la communauté internationale. Le commissaire Michel a également mis l'accent sur l'importance de la démocratie dans la prévention des conflits.

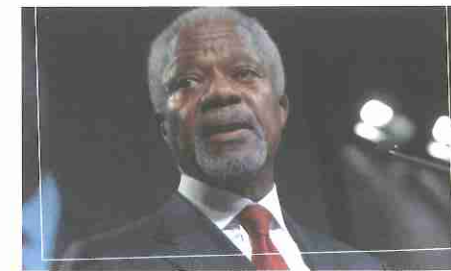
«Il s'agit d'un événement important pour la CPLP. Nous avons jeté les bases de notre avenir et d'une plus grande stabilité dans le monde.»

LUIS FONSECA,
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF
DE LA CPLP



ALLOCUTION SPÉCIALE

Besoin
d'une «coopération
exceptionnelle»



Kofi ANNAN

«Nous sommes tous liés les uns aux autres en tant qu'êtres humains. Si nous restons indifférents aux souffrances des autres, nous perdons notre part d'humanité. Nous devons agir de concert en tant qu'humanité et pour l'humanité. Et nous devons le faire maintenant.»



• KOFI ANNAN, président du Forum humanitaire mondial

Le changement climatique est un problème d'ampleur planétaire qui représente une véritable menace pour le développement de toutes les régions du monde, a déclaré Kofi Annan, le président du Forum humanitaire mondial et ancien secrétaire général des Nations unies, qui a ensuite encouragé les responsables politiques à redoubler immédiatement d'efforts pour contrer le changement climatique.

«Nous avons trop longtemps considéré le changement climatique comme un problème pour l'avenir», a-t-il ajouté. «Mais nous ne devons pas oublier qu'il constitue une menace pour tous. Il n'oppose pas les riches aux pauvres, ni le Nord au Sud. Sa dimension est planétaire et ses effets sont observables en tous points du globe.»

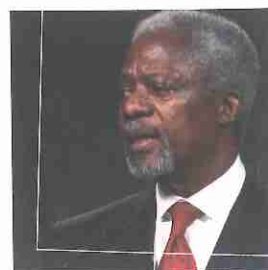
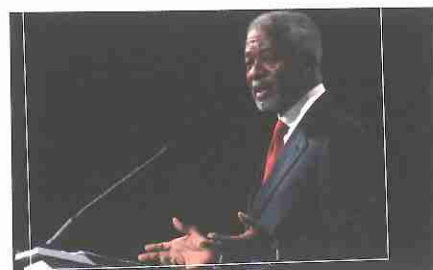
Kofi Annan a rappelé à l'assistance qu'il importait de préférer la proactivité à la réactivité, de travailler à la prévention des catastrophes. Et de souligner: «Les ressources sont cependant limitées et les crises se succèdent à un rythme effréné. Nous pouvons reconstruire les maisons, les routes et les écoles, mais nous ne pouvons pas rendre la vie à ceux qui l'ont perdue. C'est pourquoi il est essentiel que les gouvernements investissent davantage dans cette problématique.»

Il a mis en garde contre une exploitation accrue des ressources limitées telles que la terre, la nourriture et l'eau, qui constituerait un grave danger de mort pour certaines personnes et exacerberait les crises humanitaires, mettant au final la sécurité internationale en péril. «La résistance au changement climatique ne s'acquerra qu'avec la mise en place d'une coopération exceptionnelle et l'aide d'acteurs issus d'un grand nombre de disciplines», a-t-il ajouté.

Il a signalé que l'organisation des Journées européennes du développement un mois avant le sommet UE-Afrique prévu à Lisbonne en décembre 2007 n'avait rien d'anodin: «L'Union européenne soutient avec force le développement de l'Afrique, dont elle est le plus important partenaire économique.»

Une vision politique basée sur le respect mutuel

L'Union européenne et l'Union africaine ont décidé de resserrer les liens qui unissent leurs continents en concevant une stratégie commune, gérée par les deux parties, qui prenne en considération les besoins et les aspirations des peuples de part et d'autre. Cette stratégie vise à développer une vision politique et des approches concrètes basées sur le respect mutuel, des intérêts communs et le principe d'appropriation en vue du futur partenariat entre les deux continents.



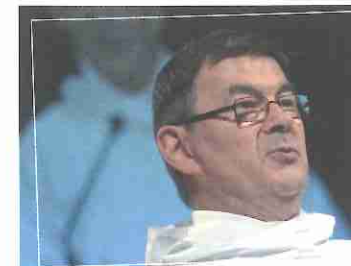
Le sommet de Lisbonne qui se profile [et qui réunira les chefs d'État de l'Afrique et de l'Union européenne] est important et doit déboucher sur des actions concrètes qui améliorent la vie des personnes pauvres en Afrique, a déclaré Kofi Annan qui a appelé de ses vœux un sommet exempt de tout eurocentrisme et a incité les dirigeants européens à prêter une oreille attentive aux propres projets de développement des dirigeants africains.

«Après tout, il faut admettre que seuls une douzaine de kilomètres nous séparent. Une Afrique pacifique, prospère et stable profitera à tous. Nous sommes à l'orée d'un nouveau jour. Nous sommes tous liés les uns aux autres en tant qu'êtres humains. Si nous restons indifférents aux souffrances des autres, nous perdons notre part d'humanité», a-t-il souligné.

«Ce n'est pas suffisant»

Kofi Annan a déploré le fait que les pays africains sont loin de remplir les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Et bien que l'Union européenne ait déjà largement soutenu financièrement l'Afrique dans le cadre de son régime d'aide publique au développement (APD), des aides beaucoup plus conséquentes seront nécessaires à l'avenir. Il a ajouté que l'Union européenne et les pays du G8 devaient continuer d'honorer leurs engagements précédents et redoubler d'efforts pour soutenir les progrès des pays africains. La clé de la prospérité en Afrique, a-t-il dit, réside dans la bonne gouvernance et la capacité du continent à concrétiser les OMD.

«L'Afrique aspire au changement», a déclaré Kofi Annan. «Il existe en son sein un groupe jeune et dynamique qui milite dans ce sens. L'Afrique a pris la bonne direction, mais ce n'est pas suffisant.»



Arkalo ABELSON

ALLOCUTIONS SPÉCIALES

Une vulnérabilité partagée



Vaia TUUHIA

«Le Groenland est un laboratoire idéal pour l'étude des effets du changement climatique et pour l'élaboration de mesures d'adaptation [...] [Mais] nos ressources sont limitées. Nous avons besoin de fonds supplémentaires pour renforcer nos capacités et mettre en place de nouveaux programmes de recherche.»

ARKALO ABELSON,
MINISTRE DE LA SANTÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU GROENLAND



- ARKALO ABELSON, ministre de la santé et de l'environnement, Groenland
- VAIA TUUHIA, représentante spéciale, Polynésie française

Les sociétés des pays de la région arctique et des petits États insulaires en développement ont de nombreux points communs en rapport avec le changement climatique: ils partagent la même vulnérabilité face à ce phénomène.

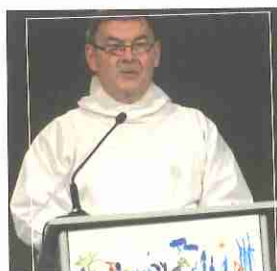
Les problèmes que rencontre le Groenland en raison du changement climatique pourraient avoir des répercussions sur des millions de personnes dans le monde entier, a dit Arkalo Abelson, ministre groenlandais de la santé et de l'environnement. «Le Groenland dépend dans une très large mesure des ressources vivantes. Nous sommes une société de chasseurs et de pêcheurs», a-t-il souligné. «Au niveau local, le changement climatique a déjà un impact sur la vie de la population. La calotte glaciaire fond plus rapidement que nous n'aurions jamais pu l'imaginer. À l'échelle planétaire, cela pourrait être une catastrophe, surtout pour les petits États insulaires en développement.»

Le rapport «*Avoiding Dangerous Climate Change*» (Prévenir les changements climatiques dangereux) publié en 2005 par le gouvernement britannique révèle que la calotte glaciaire groenlandaise risque de fondre, provoquant ainsi en mille ans une hausse du niveau des mers de sept mètres. Il rassemble des preuves présentées par des scientifiques lors d'une conférence organisée par le Bureau météorologique du Royaume-Uni en février 2005, et indique que même une fonte partielle de la calotte pourrait avoir des conséquences catastrophiques sur les pays de basse altitude comme le Bangladesh et les Maldives. Par exemple, une élévation du niveau de la mer d'un seul mètre entraînerait la disparition d'une grande partie du Bangladesh.

«Le Groenland est un laboratoire idéal pour l'étude des effets du changement climatique et pour l'élaboration de mesures d'adaptation», a déclaré Arkalo Abelson. «Nous investissons davantage dans la recherche. Mais le Groenland ne compte que 57 000 habitants et nos ressources sont limitées. Nous avons besoin de fonds supplémentaires pour renforcer nos capacités et mettre en place de nouveaux programmes de recherche.»

Les petites îles telles que la Polynésie française deviendront encore plus vulnérables qu'elles ne le sont déjà du point de vue économique et physique.

«Les petits États insulaires en développement sont confrontés à des problèmes identiques, notamment la fragilité de leurs économies», souligne Vaia Tuuhia, la représentante spéciale de la Polynésie française. «Les phénomènes climatiques extrêmes sont de plus en plus fréquents. Le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a signalé qu'au vu du rythme auquel le climat évolue, ces États seront les plus sévèrement touchés par ces changements. La seule solution qui s'offre à nous est de réunir ces pays afin qu'ils s'expriment d'une seule voix.»



La représentante spéciale a évoqué le programme «*Many Strong Voices*», qui vise à garantir le bien-être, la sécurité et la durabilité des communautés côtières de la région arctique et des petits États insulaires en développement face à ce phénomène. Ce programme rapproche ces deux régions en vue d'actions communes et stratégiques d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

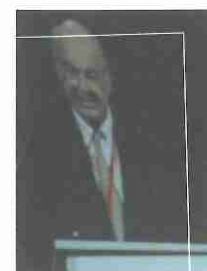
Il est soutenu par des organisations internationales, des organismes publics, des ONG, des organisations de protection des peuples indigènes, des instituts de recherche, des communautés et des particuliers. «Nous sommes en train de mettre au point un ensemble de biens et de services destinés à promouvoir l'adaptation (au changement climatique)», a précisé Vaia Tuuhia.

Cette dernière a décrit la multitude de défis qu'impose le changement climatique aux petits États insulaires en développement, notamment les cyclones, les raz-de-marée, les inondations, les tsunamis et la disparition des atolls.

«Nous sommes en train de modéliser l'élévation du niveau des mers. Pour ce faire, nous avons bien évidemment besoin de fonds. Nous demandons donc à l'Union européenne et à la communauté internationale de nous venir en aide. La sécurité et la qualité de vie sont des valeurs européennes; nous vous demandons d'agir maintenant, parce que demain, ce sera trop tard», a-t-elle précisé.

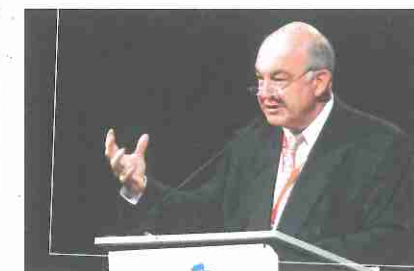
«La sécurité et la qualité de vie sont des valeurs européennes; nous vous demandons d'agir maintenant, parce que demain, ce sera trop tard.»

VAIA TUUHIA,
REPRÉSENTANTE SPÉCIALE
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE



ALLOCUTION SPÉCIALE

**Les mesures
d'atténuation
et d'adaptation:
«essentiels»**



Kemal DERVIS

«L'histoire montre que des changements technologiques majeurs créent un effet boule de neige qui s'avère généralement bénéfique pour la société. La recherche de nouvelles technologies d'atténuation, d'adaptation et d'amélioration de l'efficacité énergétique nous donne l'occasion de promouvoir l'innovation et pourrait avoir des retombées favorables pour la croissance.»



• KEMAL DERVIS, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

Kemal Dervis a livré un plaidoyer passionné pour la mise en œuvre d'actions de lutte contre le changement climatique sur tous les fronts. Les mesures d'atténuation et d'adaptation ne doivent pas être désolidarisées. Elles doivent plutôt être considérées comme essentielles pour la résolution des défis liés au changement climatique, des défis qui pourraient survenir au cours de ce siècle ou du siècle prochain.

Il a reconnu que nous disposons désormais de connaissances sur le sujet, mais que nous n'avons encore aucune certitude quant au rythme du changement climatique. Cependant, nous aurions tort d'utiliser ce prétexte pour justifier une attitude passive, a-t-il rappelé à l'assistance.

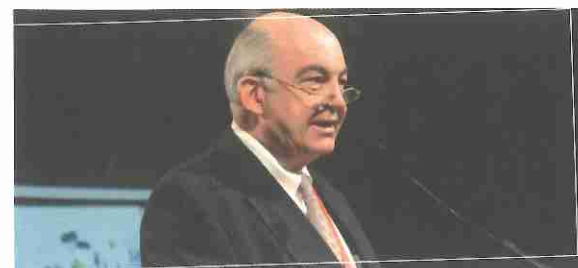
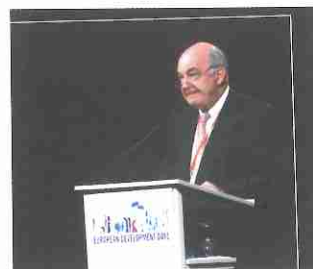
Il a adressé la mise en garde suivante: «Le fait que nous ne sachions pas exactement les formes que prendra le changement climatique devrait nous pousser à l'action, et non à l'inaction [...] nous devons prendre des mesures de prévention mondiales contre ce qui pourrait déboucher sur des changements dévastateurs et catastrophiques à l'échelle planétaire.»

Et d'ajouter: «Outre les effets catastrophiques à long terme, les pays du Sud, dont les petites îles, sont de plus en plus souvent confrontés à des situations extrêmes. Et il se fait que les nations les plus vulnérables sont également les plus pauvres [...] (Au vu de) cette profonde injustice, les pays riches sont confrontés à une question éthique fondamentale et à la question récurrente de la responsabilité.»

Investir dans les biens publics mondiaux

Kemal Dervis a souligné la nécessité de considérer l'atmosphère comme un bien public mondial dont la communauté internationale doit assurer la protection. À cette fin, il est essentiel d'informer les citoyens du monde entier que le changement climatique les concerne également. «Ils doivent prendre conscience qu'en soutenant la mise en œuvre de mesures d'atténuation ou d'adaptation en Inde, par exemple, ils investissent dans leur propre avenir et dans la protection du bien public mondial qu'est l'atmosphère.»

Cette approche gagnera en importance au fur et à mesure que le coût des nombreux défis à relever se précisera. Kemal Dervis a fait remarquer que des ressources tant commerciales que concessionnelles sont nécessaires pour aider les pays les plus pauvres à s'adapter au changement climatique et à atténuer ses effets potentiellement dévastateurs.



Il a souligné que l'accès à l'énergie et le développement étaient inextricablement liés. Étant donné les besoins «énergétiques considérables» des pays pauvres, les frais devront être partagés. «Comblant les besoins énergétiques des populations pauvres du monde entier nécessitera un investissement de 300 milliards de dollars par an jusqu'en 2020. Quelque 10 % de ces frais devront être couverts par l'apport de fonds supplémentaires au cours de la prochaine décennie», a-t-il ajouté.

Il a préconisé un mélange de ressources commerciales et concessionnelles pour les pays à revenu moyen, et un mélange de ressources concessionnelles et d'investissements privés dans les solutions énergétiques durables pour les pays en développement.

Un cadre équitable et viable

«Nous devons par conséquent réfléchir à la mise en place d'un cadre équitable et politiquement viable. C'est la problématique de la répartition des charges. Les pays les plus pauvres auront besoin de fonds supplémentaires pour s'adapter au changement climatique», a déclaré Kemal Dervis. «Cependant, il est devenu évident que les anciennes estimations pour la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'éradication de la pauvreté ne sont plus suffisantes.»

La répartition des charges impliquera un renforcement des ressources concessionnelles destinées aux pays les plus pauvres touchés par les effets du changement climatique. Kemal Dervis a reconnu la difficulté que représenterait la mobilisation de telles sommes, mais a mis en garde contre le «recyclage d'anciens fonds». Les ressources supplémentaires réservées au financement de mesures d'adaptation dans ces pays doivent provenir de la communauté qui œuvre pour le développement.

«Les pays à revenu moyen peuvent répondre aux besoins de financement des mesures d'adaptation par un mélange de ressources non concessionnelles et d'investissements privés. En revanche, si nous voulons qu'ils participent à l'effort d'atténuation, les pays riches doivent les aider à assumer les frais qui en découlent», a indiqué l'administrateur du PNUD.

«Les pays riches doivent accepter leur obligation de prendre en charge une partie du coût des mesures d'atténuation prises dans les pays à revenu moyen», a-t-il poursuivi. «Certains économistes argumentent en faveur d'une distinction entre les aspects liés à l'adaptation et ceux liés à l'atténuation. Cette distinction est possible en théorie, mais pas lorsqu'il s'agit d'élaborer des politiques». Et de souligner que si nous ne mettons pas rapidement en œuvre des mesures d'atténuation, les besoins d'adaptation seront incommensurables.

Kemal Dervis a admis qu'en matière d'instruments, il n'existait «pas d'arme fatale ni de politique unique capable de résoudre tous les problèmes». Le système de «quotas-échanges» mis en place par l'accord de Kyoto était prometteur, mais ses détracteurs ont souligné certains inconvénients tels que l'excès de bureaucratie et une mise en œuvre bancal, ainsi que des rumeurs de fausses compensations. Kemal Dervis a approuvé le débat sur la taxation des émissions de carbone, mais a fait remarquer que «la taxation et le commerce des émissions de carbone ne sont pas forcément des méthodes qui s'excluent mutuellement».

Évaluation des coûts, et des bénéfices

Kemal Dervis a incité les assistants – et la communauté internationale – à évaluer soigneusement les coûts et bénéfices à long terme. Il a reconnu que la résolution des défis liés au changement climatique serait très coûteuse, mais a attiré l'attention sur les bénéfices potentiels des actions engagées à cette fin.

«L'histoire montre que des changements technologiques majeurs créent un effet boule de neige qui s'avère généralement bénéfique pour la société. La recherche de nouvelles technologies d'atténuation, d'adaptation et d'amélioration de l'efficacité énergétique nous donne l'occasion de promouvoir l'innovation et pourrait avoir des retombées favorables pour la croissance», a-t-il ajouté.

«Les nouvelles technologies et l'énergie propre seront sources d'emplois, de nouvelles inventions et de nouvelles techniques de production complémentaires, qui seront à leur tour sources de prospérité accrue. Ces bienfaits sont peut-être difficiles à quantifier, mais ne sous-estimez pas l'impact positif de tous ces efforts», a-t-il lancé en conclusion.



Aminda LEIGH

TABLE RONDE

Vulnérabilité et adaptation au changement climatique

Protéger les populations les plus
pauvres et renforcer leurs capacités



Gareth THOMAS

LE 8 NOVEMBRE 2007, UNE SÉRIE DE QUATRE TABLES RONDLES MINISTÉRIELLES ONT RÉUNI LES NOMBREUX ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA RÉOLUTION DES QUESTIONS TRANSVERSALES URGENTES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. LES DISCUSSIONS ET LES DÉBATS ÉTAIENT OUVERTS AU PUBLIC. LES COMPTES RENDUS INCLUS DANS LA PRÉSENTE SYNTHÈSE EXPOSENT LES PRINCIPAUX POINTS DÉBATTUS.

- AMINDA LEIGH, modératrice, Amros Media Solutions
- LENNERT BÅGE, président, Fonds international pour le développement agricole (FIDA)
- MAMADOU CISSOKHO, président d'honneur, Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)
- MADELEEN HELMER, responsable du Centre du climat de la Croix-Rouge/Croissant-Rouge
- PETER JAN KALAŠ, ancien ministre de l'environnement, République tchèque
- CHOWDHURY SAJJADUL KARIM, conseiller auprès du ministère de l'environnement et des forêts, Bangladesh
- OLE MOESBY, sous-secrétaire d'État pour les affaires multilatérales, Danemark
- JOSETTE SHEERAN, directrice exécutive du Programme alimentaire mondial
- ANTONIO CAVACO SERVINHO, directeur général, direction générale de l'aide humanitaire, Commission européenne
- THOMAS GARETH, sous-secrétaire d'État, ministère du développement international, Royaume-Uni
- ANDERS WIJMKMAN, membre du Parlement européen

CONTEXTE

Au terme de l'analyse des informations scientifiques disponibles, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a présenté à la communauté internationale trois conclusions alarmantes:

- le changement climatique est une réalité;
- les activités humaines productrices d'émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère sont responsables de la récente accélération du changement climatique;
- la plupart des régions du globe, en particulier dans les pays en développement, ressentiront de plus en plus les effets du changement climatique.

Les pays en développement sont les moins dotés en ressources pour se préparer à une hausse des températures et adapter leur mode de vie. Par conséquent, le changement climatique risque d'entraver leur développement et la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Le rapport du GIEC conclut que l'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables aux variations et à l'évolution climatiques en raison des nombreuses pressions qu'elle subit: les problèmes d'approvisionnement en eau, l'insécurité alimentaire due à la sécheresse et à la désertification, l'élévation du niveau des mers, les nouveaux risques sanitaires, les phénomènes climatiques extrêmes et les tensions causées par les migrations figurent parmi les conséquences envisagées. D'autres

«Les participants ont tous convenu de l'urgence que représente le problème du changement climatique: ce n'est plus le problème de demain, mais celui d'aujourd'hui. Ils ont exprimé un intérêt vif et sincère pour la recherche de solutions concrètes applicables à l'échelle planétaire, étant donné que le changement climatique affecte l'ensemble du globe. Et il y a eu de nombreux débats sur la façon de parvenir à ces solutions. Nous devons engager une réflexion commune impliquant tous les acteurs aux niveaux local, national, régional et international.»

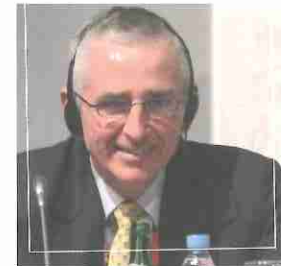
AMINDA LEIGH,
AMROS MEDIA SOLUTIONS



Anders WIJMKMAN



Madeleen HELMER



Ole MOESBY

régions du globe, dont l'Amérique latine et l'Asie, sont également confrontées à ce type de problèmes.

Parallèlement, les pays en développement sont les moins responsables de l'accumulation des GES dans l'atmosphère et du changement climatique qui en résulte. Les sociétés les plus pauvres, les plus vulnérables, sont paradoxalement les plus durement touchées par ce phénomène qui accentue les vulnérabilités déjà existantes. Le changement climatique pourrait anéantir le résultat d'années d'efforts en faveur du développement.

Intégrer le changement climatique dans les politiques de développement

La résolution des défis liés au réchauffement planétaire nécessitera un accroissement considérable des fonds consacrés à la mise en œuvre de programmes de développement, ainsi qu'un renforcement de la coopération et de la coordination entre les organismes actifs dans la promotion du développement, la lutte contre le changement climatique et l'organisation des interventions humanitaires. Les participants ont convenu de la nécessité d'intégrer de toute urgence le changement climatique dans les politiques de développement en vue de la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

«Le changement climatique pourrait entraîner une catastrophe sans précédent pour les populations les plus pauvres», a déclaré Josette Sheeran, la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial.

«Le plus gros défi auquel nous soyons confrontés aujourd'hui consiste à identifier les moyens de lutter contre les effets négatifs du changement climatique sur le développement», a affirmé Ole Moesby, le sous-secrétaire d'État pour les affaires multilatérales au Danemark. «Lorsque nous (avons adopté) les OMD il y a sept ans, nous n'avons pas pris en compte le changement climatique. Nous devons veiller à ce que les populations pauvres ne soient pas obligées de payer aujourd'hui pour les erreurs que les pays riches ont commises par le passé. La mobilisation de fonds internationaux est une priorité.»

Madeleen Helmer, la responsable du Centre du climat de la Croix-Rouge/Croissant-Rouge, a suggéré une solution pour accroître le financement: «Le protocole de Kyoto fixait des objectifs de réduction des émissions», a-t-elle souligné. «Le deuxième protocole devrait inclure des objectifs d'augmentation de l'aide consacrée aux mesures d'adaptation.»

Les participants ont reconnu que, trop souvent, les efforts des gouvernements et des autres acteurs concernés étaient fragmentés et faisaient double emploi, amoindissant ainsi l'efficacité de l'aide. «Nous plaçons tous en faveur d'une coopération et d'une coordination accrues», a admis Madeleen Helmer. «C'est plus facile à dire qu'à faire. Nous avons besoin d'une réflexion commune approfondie impliquant tous les acteurs aux niveaux local, national, régional et international.»



Josette SHEERAN



Chowdhury Sajjadul KARIM



Mamadou CISSOKHO et Antonio CAVACO SERVINHO

Le député européen Anders Wijkman a mentionné la suggestion faite par certains de financer séparément les mesures d'adaptation aux effets du changement climatique dans les pays pauvres, ajoutant que le reste de l'assistance, dont lui-même, ne cautionnait pas cette approche.

«Les actions d'adaptation ne peuvent pas être considérées séparément», a-t-il indiqué. «Elles doivent s'inscrire dans le cadre des politiques de développement afin d'éviter toute fragmentation supplémentaire de l'aide.»

L'impact du changement climatique sur les populations pauvres

Lors des débats sur le changement climatique, il importe de considérer les populations les plus affectées, non pas comme des victimes, mais aussi comme des acteurs actifs capables de contribuer à la résolution du problème.

Mamadou Cissokho, président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest, a mis en parallèle l'ampleur du changement climatique et son impact sur les populations pauvres des pays en développement: «Les scientifiques affirment que les principales victimes du changement climatique seront les 'petites' gens. Ils ont également dit que la disparition des dinosaures était due au changement climatique. Pourtant, les dinosaures n'étaient pas petits.»

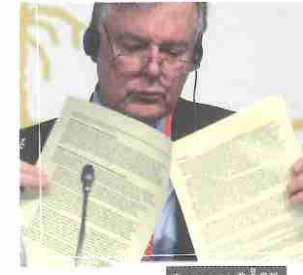
En d'autres termes, si le changement climatique a causé la perte des «grands» dinosaures, quel sera son impact sur les «petites» gens, c'est-à-dire sur les populations pauvres?

Des mesures proactives pour lutter contre le changement climatique

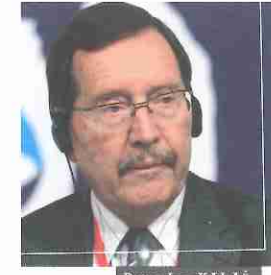
«La population mondiale et le développement vont aller croissant, entraînant ainsi une augmentation des besoins en nourriture», a souligné Lennert Bâge, le président du FIDA. «Les populations pauvres peuvent participer à l'effort d'intensification de la production alimentaire. Nous devons veiller à investir dans ce sens. Nous devons les aider à renforcer leurs associations. Nous devons réfléchir à des moyens de les soutenir financièrement dans la gestion durable des ressources naturelles. Nous ne devons pas mélanger l'aide au développement et les mesures de lutte contre le changement climatique, celui-ci devant être intégré dans nos politiques, et non utilisé comme prétexte pour détourner les fonds de l'aide au développement.»

Jusqu'à récemment, les organismes d'intervention humanitaire ne prenaient pas en compte les ressources consacrées à la lutte contre le changement climatique.

«Pourtant, le changement climatique est étroitement lié aux crises humanitaires», a souligné Antonio Cavaco Servinho, qui est à la tête de la direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne. «Nous devons préparer les populations locales à ces crises, qui sont la conséquence de phénomènes climatiques extrêmes dus au changement climatique.»



Lennert BÂGE



Peter Jan KALAŠ



«Les mesures réactives peuvent être utiles en cas de catastrophes naturelles. En revanche, la lutte contre le changement climatique requiert des mesures proactives», a fait remarquer Chowdhury Sajjadul Karim, conseiller du ministre de l'environnement et des forêts au Bangladesh. «Chaque inondation donne lieu à une vague de migration. Mais si nous ne maîtrisons pas le changement climatique, ce phénomène prendra une ampleur considérable, extrêmement difficile à gérer.»

Peter Jan Kalaš, ancien ministre tchèque de l'environnement, a souligné que des changements (climatiques) avaient été observés dans son pays et que l'adhésion à l'Union européenne avait permis à la République tchèque d'améliorer sa performance environnementale. «L'aide publique au développement (APD) que nous dispensons reste modeste, mais elle contribue à la prise de mesures d'adaptation dans certains pays. Nous possédons une expérience à faire partager.»

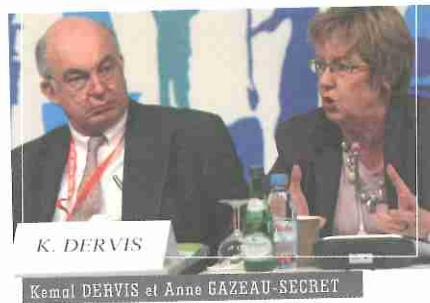
TABLE RONDE

**Biens publics mondiaux
et changement climatique**

La mise en avant
de l'intérêt mondial



Bénédicte PAVIOT



K. Dervis
Kemal Dervis et Anne GAZEAU-SECRET

- BÉNÉDICTE PAVIOT, modératrice, reporter France 24 TV
- KEMAL DERVIS, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement
- ANNE GAZEAU-SECRET, directrice générale de la coopération internationale et du développement, ministère des affaires étrangères et européennes, France
- ALICE KAUDIA, directrice régionale pour l'Afrique de l'Est, Union mondiale pour la nature (IUCN)
- VERONICA NATANIEL MACAMO, députée du Parlement pan-africain
- KOOS RICHELLE, directeur général d'EuropeAid, Commission européenne
- CLAUDE-YVES ROBIN, directeur général, France 5 TV
- JOHAN SCHAAR, commissaire pour le changement climatique et le développement, Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida)
- LÁSZLÓ VÁRKONYI, secrétaire d'État à la coopération internationale, Hongrie

CONTEXTE

Un bien public disponible dans le monde entier est un bien public mondial (BPM). Le climat et l'atmosphère en sont des exemples. Les émissions de gaz à effet de serre, qui contribuent au changement climatique, produisent le même effet dévastateur sur l'atmosphère, qui est un BPM, indépendamment du pays dont elles proviennent.

Tous les humains sont affectés par l'impact de ces émissions, qu'ils y contribuent ou non et quel que soit leur degré de responsabilité. Les nations industrialisées et développées sont les plus gros émetteurs mais, paradoxalement, ce sont les pays les moins avancés (PMA) qui souffrent le plus des répercussions de cette pollution.

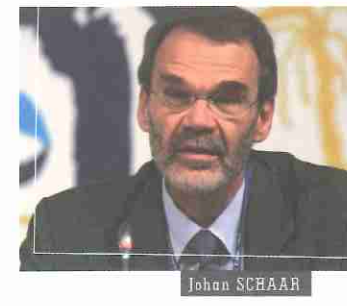
Les progrès accomplis grâce au développement dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, la maladie et la famine risquent d'être anéantis par le changement climatique. À moins de ralentir le rythme du réchauffement planétaire et de le maintenir sous la barre des 2° C, la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes augmentera, la propagation des maladies infectieuses s'accroîtra et de nombreux écosystèmes seront gravement menacés.

Considérant qu'un phénomène climatique extrême tel qu'un ouragan peut à lui seul coûter entre 10 % et 15 % du PIB d'un petit pays en développement, une légère hausse des températures de 2 °C pourrait faire sérieusement chuter le rendement des récoltes. Combiné à la croissance démographique, le changement climatique menace de réduire de moitié les quantités d'eau disponibles par personne d'ici 2050.

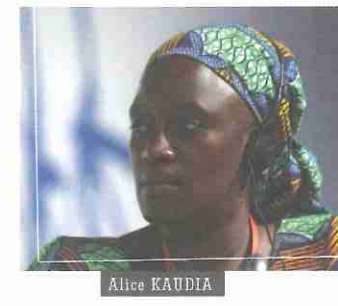
Pour tous les BPM, l'un des défis réside dans la mise en œuvre d'un accord équitable au niveau international. L'atmosphère est fréquemment considérée comme un bien public mondial. Elle est à la base des négociations menées de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de son

«Cette session a démontré que les choses bougent dans la bonne direction. Mais il reste encore beaucoup à faire. Le maître mot est 'ensemble', œuvrer ensemble au bien public mondial. La bonne nouvelle, c'est que la motivation est là. Certaines des initiatives qui sont déjà en cours pourraient s'avérer utiles par la suite.»

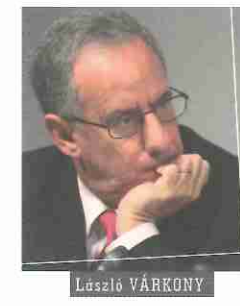
BÉNÉDICTE PAVIOT,
MODÉRATRICE,
REPORTER FRANCE 24 TV



Johan SCHAAR



Alice KAUDIA



László VÁRKONYI

protocole de Kyoto. Le coût du changement climatique pourrait devenir pratiquement inabordable si la mise en œuvre des actions de lutte était reportée de ne fût-ce que quelques décennies.

Comprendre les «liens mutuels» qui unissent l'ensemble de l'humanité

Les participants ont examiné le concept de bien public mondial, étant donné qu'il est lié aux défis soulevés par le changement climatique. Bénédicte Paviot, la modératrice, a ouvert le débat en insistant sur la «nécessité de comprendre les liens mutuels qui unissent l'ensemble de l'humanité».

Comme l'a mentionné Koos Richelle, d'EuropeAid, «l'accès équitable aux ressources et leur répartition équitable à travers le monde sont souhaitables. Cependant, étant donné qu'il n'existe aucun gouvernement mondial pour l'exiger, nous devons nous contenter d'actions volontaires». Il a ensuite décrit un certain nombre des initiatives volontaires prises par l'Union européenne pour aider les pays les moins avancés (PMA) à relever les défis posés par le changement climatique.

Anne Gazeau-Secret, du ministère français des affaires étrangères et européennes, a cité plusieurs initiatives françaises d'assistance aux PMA. «Le marché seul ne peut pas assumer la responsabilité ou la fourniture des biens publics mondiaux. Une coopération internationale est nécessaire», a-t-elle précisé.

Johan Schaar, de l'Agence Sida, a présenté diverses initiatives suédoises, ainsi que les résultats de récents sondages selon lesquels la majorité de la population se sent concernée par le changement climatique. «Je pense que l'opinion publique est favorable à une action de ses responsables politiques», a-t-il souligné. László Várkonyi, secrétaire d'État à la coopération internationale en Hongrie, a clos la partie consacrée aux présentations des orateurs européens.

Les pays riches ont une «double responsabilité»

Kemal Dervis, chargé de l'administration du PNUD, s'est dit convaincu que les Nations unies, quoiqu'étant un forum approprié pour l'expression des avis de toutes les nations, devraient s'abstenir de se positionner en faveur de l'une ou l'autre solution de répartition des charges liées au changement climatique. Il a cependant indiqué que les pays riches et pollueurs avaient une «double responsabilité» face au coût de la lutte contre le changement climatique.

«Les pays donateurs sont en droit d'utiliser une partie des fonds de l'APD pour des actions de lutte contre le changement climatique dans les pays bénéficiaires, mais l'APD existante ne peut pas financer entièrement ce type d'actions. D'autres ressources doivent être débloquées», a-t-il ajouté.



Claude-Yves ROBIN



Veronica NATANIEL MACAMO



Koos RICHELLE

Il a évoqué la conférence des Nations unies sur le changement climatique qui aura lieu en décembre 2007 à Bali, et au cours de laquelle les pays du monde entier travailleront d'arrache-pied à l'identification de solutions de répartition du coût de la lutte contre le changement climatique entre les pays développés, les pays en développement et les pays les moins avancés. Il a émis des doutes quant à la possibilité de parvenir à un accord sur un mode de partage définitif à cette occasion.

«Peut-être avons-nous besoin d'une solution provisoire pour enclencher le processus», a-t-il proposé.

«Nous avons besoin d'actions concrètes»

Veronica Nataniel Macamo, qui siège au Parlement pan-africain, a lancé un appel: «Nous avons besoin d'actions concrètes pour nous assurer que le changement climatique ne mettra pas nos vies en danger», a-t-elle déclaré tout en admettant, en réponse à une intervention du public, que l'Afrique «doit œuvrer en faveur d'un renforcement de la démocratie et d'une meilleure gouvernance».

Alice Kaudia, de l'IUCN, a signalé aux participants que l'Afrique avait besoin d'aide pour le renforcement de ses capacités, l'amélioration de son niveau d'efficacité énergétique et le transfert vers des technologies énergétiques propres. «Les pays développés doivent aider les Africains à accéder aux technologies énergétiques efficaces», a-t-elle souligné.

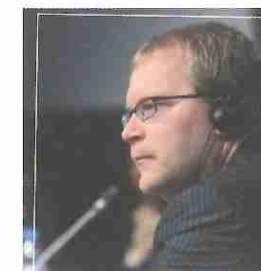


Femi OKE

TABLE RONDE

Changement climatique et pauvreté, établissements humains et migration

Promouvoir une approche globale et centrée sur l'humain



Urmas PAET

«Ce que j'en retiens, c'est qu'il s'agit d'une question complexe. Il y a tant de pays, tant d'organismes, impliqués. Il est difficile de dire: 'Voilà la solution'. Comment décider au niveau de l'Union européenne ou de l'Union africaine? Il y a tellement d'intérêts en jeu. Le changement climatique ajoute à la complexité des problèmes liés au développement. Il ne s'agit pas d'une simple question de sens de la migration. Les gens migrent-ils vers les villes? Celles-ci peuvent-elles assurer leur subsistance? Le changement climatique vient s'ajouter aux autres problèmes. Jusqu'à présent, les ONG, les Nations unies et l'Union européenne ne le considéraient pas comme une question pressante. Aujourd'hui, l'urgence de la situation commence à se faire sentir, et pas seulement au sein des conférences de haut niveau.»

FEMI OKE,
MODÉRATRICE, CNN



- FEMI OKE, modératrice, programme «Inside Africa», CNN
- MOZAHARUL ALAM, chercheur, Centre d'études avancées du Bangladesh
- BINETA DIOP, directrice exécutive, Femmes Africa Solidarité
- NDIORO N'DIAYE, directeur général adjoint, Organisation internationale pour les migrations (IOM)
- URMAS PAET, ministre des affaires étrangères, Estonie
- ANNA TIBAIJUKA, directrice exécutive, Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-HABITAT)
- MATHIS WACKERNAGEL, directeur exécutif, Ecological Footprint

CONTEXTE

Le changement climatique a un effet multiplicateur: il intensifie les menaces qui pèsent déjà sur les populations, dont les plus vulnérables seront les plus durement touchées, avec le risque d'entrer dans un cercle vicieux d'exclusion économique et sociale.

Les répercussions négatives du changement climatique sur les populations sont nombreuses: lutte pour l'accès aux ressources disponibles, insécurité due à la montée des eaux, migrations dangereuses pour l'équilibre d'infrastructures déjà fragiles, risques sanitaires accrus et situations d'agitation sociale, de tensions ethniques ou religieuses et de radicalisation.

Il en résulte que les investissements dans des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets constituent également des investissements en faveur du développement et de la future stabilité.

Cette situation représente un formidable défi pour les décideurs, qui sont alors confrontés à un véritable casse-tête: comment éviter au maximum tout conflit et toute concurrence entre la concrétisation des objectifs actuels de développement et le renforcement des actions d'adaptation et d'atténuation?

Un nouveau paradigme de réflexion sur le développement

Le changement climatique et les autres facteurs environnementaux accentuent bon nombre des problèmes avec lesquels la communauté des acteurs du développement se débat depuis des années. Les participants ont soumis quantités de suggestions visant à assurer la protection des populations les plus vulnérables par l'intégration des mesures d'adaptation et d'atténuation dans les politiques de développement.

Mathis Wackernagel d'*Ecological Footprint* a décrit ce qu'il a qualifié de nouveau paradigme de réflexion sur le développement. «Pourquoi le modèle 'pays développés' versus 'pays en développement' est-il dépassé? Parce que si notre but est de transformer les pays en développement en pays développés, nous aurons besoin du triple des capacités actuelles en ressources mondiales pour satisfaire la demande de biens de consommation.»



Ndioro N'DIAYE



Mozaharul ALAM et Anna TIBAIJUKA



Bineta DIOP

Le statu quo est «intenable»

Les participants semblent s'accorder sur le fait que le statu quo est intenable. Cependant, ce postulat soulève plusieurs questions délicates. «Les modes de consommation actuels ne sont pas viables, mais qui est prêt à sortir de sa zone de confort?», a demandé Anna Tibaijuka de UN-HABITAT.

Ou encore, comme l'a demandé Mathis Wackernagel: «L'avenir de l'économie est-il assuré?»

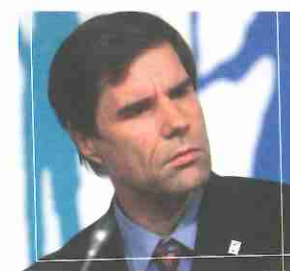
Bineta Diop, de Femmes Africa Solidarité, a lancé une suggestion sur la façon de récompenser et de punir ceux qui agissent et ceux qui n'agissent pas contre les émissions de carbone et la dégradation de l'environnement: «Nous devons identifier les 'bons' et les 'mauvais'. Qui va jouer les dénonciateurs? Au lieu de dénoncer ceux qui n'agissent pas correctement, nous pourrions peut-être récompenser ceux qui prennent les mesures adéquates et donner un carton rouge à ceux qui ne font rien.»

Mathis Wackernagel a proposé de diviser le monde en deux catégories: les régions où la consommation dépasse les ressources disponibles, et celles où la situation est inverse. Ce concept est mesuré grâce à la notion de «biocapacité». Un mécanisme de marché, encore à définir, similaire au système des quotas d'émissions pourrait être utilisé pour récompenser les efforts du deuxième groupe.

«Les pays riches prennent grand plaisir à exporter leurs effets externes», a-t-il déclaré. «Mais le changement climatique aura des répercussions planétaires et pourrait dès lors contraindre les dirigeants de ces pays à l'action.»

Anna Tibaijuka a attiré l'attention sur le fait que la plupart des points évoqués avaient déjà été soulevés lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972. «La question de l'adaptation correspond tout simplement à l'agenda HABITAT.»

De nombreux participants ont néanmoins fait remarquer que les problèmes s'étaient accentués en trente-cinq ans. «Je me souviens du temps où il existait des populations nomades et des populations sédentaires», souligne Ndioro N'Diaye de l'IOM. «Ils avaient des besoins différents. Les déplacements des nomades étaient dictés par les saisons et l'équilibre avec les ressources naturelles était préservé. Aujourd'hui, l'explosion démographique de l'Afrique a entraîné une exploitation accrue des ressources, et le changement climatique n'arrange pas les choses.»



Mathis WACKERNAGEL



Le rôle clé de la bonne gouvernance

Les débats portaient dans une large mesure sur les moyens d'améliorer l'efficacité de l'aide étrangère. «Concernant l'aide étrangère, quelqu'un m'a dit que l'aide au développement, c'est prendre l'argent des pauvres des pays développés et le donner aux riches des pays sous-développés», a souligné Urmas Paet, le ministre estonien des affaires étrangères. «Nous voudrions que cela change.»

La plupart des participants ont admis la nécessité de gérer plus efficacement les fonds octroyés. «Nous devons examiner la question de la bonne gouvernance», a reconnu Ndioro N'Diaye. «Nous investissons beaucoup plus dans les guerres que dans le développement.»

Mozaharul Alam, chercheur au Centre d'études avancées du Bangladesh, a acquiescé: «Nous devons établir une distinction entre les problématiques de la bonne gouvernance et de la réduction de la pauvreté et celle du changement climatique. Nous débattons ici des effets du changement climatique sur le développement. Quels nouveaux moyens allons-nous mettre en place pour que le développement résiste au changement climatique?»

Les participants ont en outre convenu de l'importance de systèmes de contrôle fiables dans l'évaluation de l'aide étrangère et des autres initiatives mises en œuvre. «Il manque une chose – une comptabilité de l'ensemble», a souligné Ndioro N'Diaye. «Nous avons besoin d'un système d'évaluation, d'un audit. Un responsable devrait être désigné.»

Et Mathis Wackernagel d'ajouter: «Nous devons dresser des états environnementaux solidement étayés, à la manière des états financiers établis par les entreprises.»



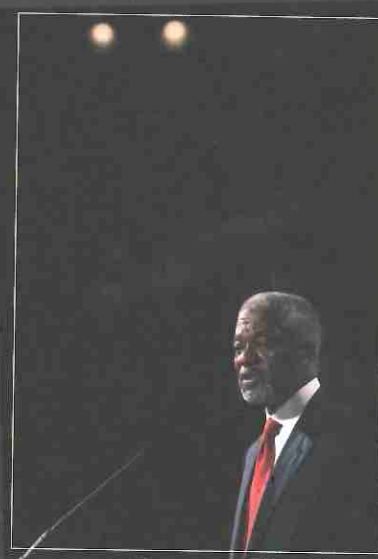
«Le changement climatique représente une grande opportunité technologique pour les pays en développement d'éviter l'étape des sources énergétiques à forte teneur en carbone dans leur processus de développement.»

JOSÉ MANUEL BARROSO,
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



«Les pauvres, en particulier les femmes, sont les personnes les plus touchées par les conséquences du changement climatique.»

WAHIDA BASHIR AHMED,
ACTIONAID INTERNATIONAL



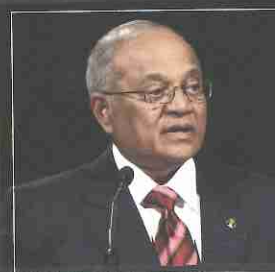
«Les ressources sont limitées et les crises se succèdent à un rythme effréné. Nous pouvons reconstruire les maisons, les routes et les écoles, mais nous ne pouvons pas rendre la vie à ceux qui l'ont perdue.»

KOFI ANNAN, PRÉSIDENT
DU FORUM HUMANITAIRE MONDIAL



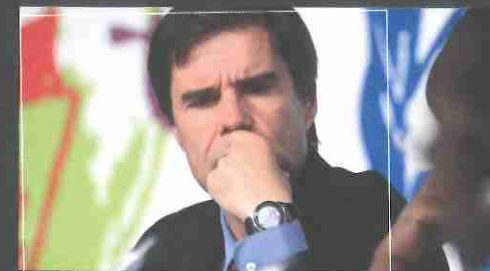
«Le protocole de Kyoto fixait des objectifs de réduction des émissions [...], le deuxième protocole devrait inclure des objectifs d'augmentation de l'aide consacrée aux mesures d'adaptation.»

MADELEEN HELMER,
RESPONSABLE DU CENTRE DU CLIMAT
DE LA CROIX-ROUGE/CROISSANT-ROUGE



«Nous avons laissé passer trop d'occasions de dégager un consensus, [...] Nous avons trop longtemps laissé les profits à court terme prendre le pas sur le bien-être mondial à long terme. Rendons-nous à Bali avec la volonté de réussir.»

MAUMOON ABDUL GAYOOM,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DES MALDIVES



«Pourquoi le modèle 'pays développés' versus 'pays en développement' est-il dépassé? Parce que si notre but est de transformer les pays en développement en pays développés, nous aurons besoin du triple des capacités actuelles en ressources mondiales pour satisfaire la demande de biens de consommation.»

MATHIS WACKERNAGEL,
ECOLOGICAL FOOTPRINT



«Nous avons besoin d'actions concrètes pour nous assurer que le changement climatique ne mettra pas nos vies en danger.»

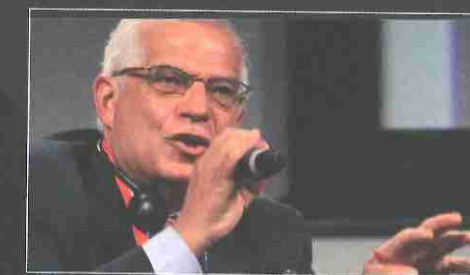
VERONICA NATANIEL MACAMO
DÉPUTÉE DU PARLEMENT PAN-AFRICAIN



«Les pays les plus pauvres auront besoin de fonds supplémentaires pour s'adapter au changement climatique», a déclaré Kemal Dervis. «Cependant, il est devenu

évident que les anciennes estimations pour la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'éradication de la pauvreté ne sont plus suffisantes. Les pays riches et leurs citoyens doivent payer leur part des frais. Il y va de leur intérêt. Il n'est pas question d'utiliser l'aide publique au développement, mais d'identifier d'autres moyens de financer une ressource qui est un bien public mondial.»

KEMAL DERVIS, ADMINISTRATEUR,
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT



«Pourquoi pas une organisation mondiale pour résoudre ce problème? [...] Est-ce parce que nous n'y croyons pas ou est-ce en raison de l'existence d'intérêts particuliers?»

JOSEP BORRELL FONTELLES,
MEMBRE DU PARLEMENT EUROPÉEN,
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
DU DÉVELOPPEMENT

«Concernant l'aide étrangère, quelqu'un m'a dit que l'aide au développement, c'est prendre l'argent des pauvres des pays développés et le donner aux riches des pays sous-développés. Nous voudrions que cela change.»

URMAS PAET,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ESTONIE



«Riches et pauvres vivent sur la même planète épuisée. Nous devons travailler tous ensemble à notre salut ou personne ne sera sauvé. En dépit de nos différences, nous sommes liés par un destin commun [...] la coopération internationale est la seule issue rationnelle et viable.»

BRUNO RODRIGUEZ PARRILLA,
PREMIER VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, CUBA



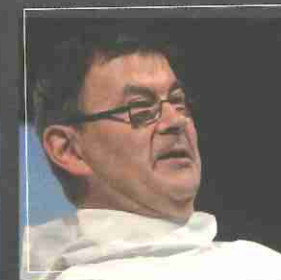
«Les pays donateurs doivent revoir leur conception des choses. Une grande partie de ce que l'on appelle 'aide' devrait être appelé 'compensation', un terme qui reflète davantage le rôle confié aux acteurs économiques des pays en développement dans la lutte contre les problèmes climatiques.»

NOIDI NNOLI-EDOZIEN, DIRECTRICE EXÉCUTIVE,
GROWING BUSINESSES FOUNDATION, NIGERIA



«Le développement propre stimulera la croissance économique. Nous devons consacrer les fonds privés à des fins jamais utilisées auparavant.»

YVO DE BOER, SECRÉTAIRE EXÉCUTIF
DE LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



«Au niveau local, le changement climatique a déjà un impact sur la vie de la population. La calotte glaciaire fond plus rapidement que nous n'aurions jamais pu l'imaginer. À l'échelle planétaire, cela pourrait être une catastrophe, surtout pour les petits États insulaires en développement.»

ARKALO ABELSON,
MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT,
GROENLAND



«Au lieu de dénoncer ceux qui n'agissent pas correctement, nous pourrions peut-être récompenser ceux qui prennent les mesures adéquates et donner un carton rouge à ceux qui ne font rien.»

BINETA DIOP,
DIRECTRICE EXÉCUTIVE,
FEMMES AFRICA SOLIDARITÉ



«Chaque inondation donne lieu à une vague de migration. Mais si nous ne maîtrisons pas le changement climatique, ce phénomène prendra une ampleur considérable, extrêmement difficile à gérer.»

CHOWDHURY SAJJADUL KARIM,
CONSEILLER, MINISTÈRE
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORÊTS,
BANGLADESH



«Imaginons de manière créative un 'Emprunt mondial' qui permettrait de dégager les moyens pour répondre à l'ensemble de ce problème climatique.»

LOUIS MICHEL,
COMMISSAIRE EUROPÉEN
AU DÉVELOPPEMENT ET À L'AIDE HUMANITAIRE



Anya SITARAM

TABLE RONDE

Atténuation des incidences du changement climatique, perspectives et financement

Combiner les luttes contre la pauvreté et contre le changement climatique



Mahamadou SAKO

- ANYA SITARAM, modératrice, journaliste
- THIJS BERMAN, membre du Parlement européen
- RICHARD HOSIER, chef d'équipe pour le climat et les substances chimiques, secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
- MANFRED KONUKIEWITZ, commissaire pour le changement climatique, responsable de la direction des politiques sectorielles et globales, ministère fédéral de la coopération économique et du développement, Allemagne
- NDIDI NNOLI-EDOZIEN, directrice exécutive, Growing Businesses Foundation (GBF), Nigeria
- ROLPH PAYET, conseiller spécial du Président de la République des Seychelles
- BERNARD PETIT, directeur général adjoint, direction générale du développement, Commission européenne
- MAHAMADOU SAKO, associé consultant chez Deloitte et ancien ministre des privatisations, Niger
- MARINA PLOUTAKHINA, spécialiste du changement climatique, Organisation des Nations unies pour le développement industriel
- THEODOROS SKYLAKAKIS, secrétaire général des relations économiques internationales et de la coopération au développement, ministère des affaires étrangères, Grèce

CONTEXTE

Lors des négociations prévues dans le cadre de la conférence de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à Bali en décembre 2007, l'une des principales difficultés consistera à déterminer le moyen de mettre en œuvre des actions internationales d'atténuation. Ce type d'actions n'est possible que si les pays industrialisés montrent l'exemple et si tous les principaux émetteurs intensifient leurs efforts. Parallèlement, les volumes d'émissions produites par les pays en développement augmentent rapidement et pourraient dépasser ceux des pays industrialisés d'ici 2020. Cela signifie que les pays en développement devront également prendre des mesures.

Au lieu de prendre des engagements contraignants de réduction des niveaux absolus d'émissions, ces pays disposent de toute une série d'autres possibilités également susceptibles d'avoir des retombées économiques et sociales positives immédiates, notamment l'amélioration de l'efficacité énergétique, la promotion des énergies renouvelables, ou la capture du méthane provenant par exemple de décharges.

Toutes ces mesures peuvent largement contribuer à la réduction de la facture énergétique. Elles favorisent également la sécurité énergétique et la création d'emplois. En outre, l'amélioration de la qualité de l'air local peut s'avérer très bénéfique pour la santé publique. Les efforts de ralentissement de la croissance des émissions pourraient être considérés comme une occasion de passer rapidement à des modes de développement économique plus propres et plus efficaces. Les politiques énergétiques de lutte contre le changement climatique favorisent une évolution technologique susceptible de promouvoir le développement d'un

«L'ensemble du débat a illustré la complexité des problèmes liés à la lutte contre le changement climatique, en particulier des problèmes tels que le transfert de technologies et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, lorsque s'y ajoutent simultanément des actions de lutte contre la pauvreté [...] Même parmi les experts, les avis divergent considérablement quant à la méthode à employer pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement sur la réduction de la pauvreté tout en diminuant les émissions de gaz à effet de serre. Il est clair qu'il n'existe pas de solution facile, et encore moins de solution infaillible.»

ANYA SITARAM,
JOURNALISTE,
MODÉRATRICE



Thijs BERMAN



Bernard PETIT



Marina PLOUTAKHINA

marché des énergies renouvelables – éolienne, solaire, hydroélectrique, biomasse – en pleine croissance.

Besoin de politiques viables pour la lutte contre le changement climatique

Les participants ont débattu des liens complexes qui existent entre les différents problèmes relatifs aux modes de mise en œuvre et de financement des mesures d'atténuation. Ils se sont accordés pour reconnaître que l'atténuation, l'adaptation et le transfert technologique constituaient trois piliers d'égale importance dans l'élaboration de politiques viables de lutte contre le changement climatique.

Bernard Petit, de la DG Développement au sein de la Commission européenne, a souligné l'importance de la conférence des Nations unies sur le changement climatique qui aura lieu en décembre 2007 à Bali: «En vue de la conférence de Bali, l'Union européenne a proposé une réduction de 20 % de ses émissions d'ici 2020. À Bali, tous devront assumer leur part de responsabilité et collaborer à la définition d'un objectif de réduction commun.»

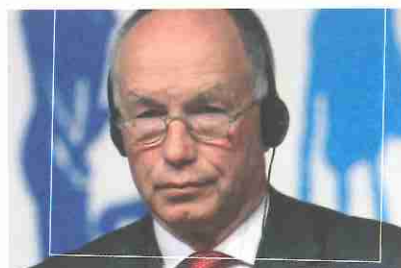
Richard Hosier, du Fonds pour l'environnement mondial, a expliqué que son organisation travaillait à la suppression des obstacles qui entravent l'exécution de projets en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. «Nous sommes convaincus qu'en supprimant les obstacles et en créant un environnement propice aux investissements durables, nous avons réduit les émissions de CO₂ d'un milliard de tonnes», a-t-il affirmé.

Nous avons les technologies requises

Marina Ploutakhina, de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), a mis l'accent sur l'émergence d'un vaste consensus sur la nécessité de disposer d'une large gamme de solutions technologiques pour la mise en œuvre de mesures d'atténuation. La bonne nouvelle, a-t-elle dit, c'est que la grande majorité des technologies nécessaires font déjà partie du domaine public.

Étant donné que l'industrie est responsable de quelque 37 % des gaz à effet de serre dans le monde, l'ONUDI a largement concentré ses efforts sur l'optimisation des systèmes industriels. Cependant, pour s'assurer un maximum de gains en efficacité, il importe d'optimiser l'ensemble du système. Cette opération est complexe et réclame des efforts supplémentaires, en particulier pour les pays en développement, mais de nombreuses technologies d'atténuation misant sur l'amélioration de l'efficacité énergétique sont peu coûteuses.

Rolph Payet, conseiller spécial du Président de la République des Seychelles, a confirmé que toutes les technologies requises étaient déjà disponibles. «Parfois, nous dressons des barrières en refusant l'abandon des brevets à des fins de profits privés», a-t-il souligné. «Nous devons insister davantage pour que ces technologies soient mises en circulation. Les cellules photovoltaïques, par exemple, existent depuis vingt-cinq ans. Pourquoi ne sont-elles pas produites en série et vendues à un prix abordable?»



Manfred KONUKIEWITZ



Rolph PAYET

«Sortir des sentiers battus»

Le député européen Berman a encouragé l'assistance à sortir des sentiers battus: «Nous devons revoir la place de l'agriculture dans la politique du changement climatique. Nous devons soutenir les agriculteurs, non seulement pour des raisons d'approvisionnement alimentaire, mais également pour des motifs non alimentaires tels que la prévention de la désertification et la diminution de l'utilisation des carburants fossiles.»

Theodoros Skylakakis, du ministère grec des affaires étrangères, estime que les économies en phase de croissance des régions en développement doivent adopter de toute urgence des mécanismes pour maintenir un faible taux de croissance des émissions. «Les bonnes décisions doivent être prises dès le début, étant donné que les premières phases de développement d'un pays telles que le transport et les technologies industrielles conditionnent le reste du processus et sont irréversibles», a-t-il expliqué.

Ndidi Nnoli-Edozien, de la *Growing Businesses Foundation* au Nigeria, a vivement recommandé un changement de mentalité dans les pays donateurs. «Une grande partie de ce que l'on appelle 'aide' devrait être appelé 'compensation', un terme qui reflète davantage le rôle confié aux acteurs économiques des pays en développement, – des ouvriers forestiers aux agriculteurs – dans la lutte contre les problèmes climatiques», a-t-elle souligné.

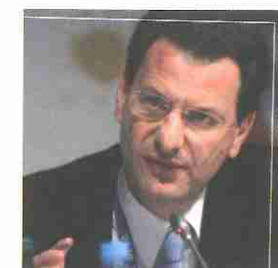
La formation et l'éducation sont très importantes au niveau local pour sensibiliser davantage l'opinion publique, a déclaré Mahamadou Sako, originaire du Niger. Et d'ajouter: «La science du changement climatique devrait être enseignée dès le primaire. Nos politiques d'éducation devraient prévoir des réflexions sur des solutions potentielles à ce problème.»

Qui paiera et comment?

Manfred Konukiewicz, du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, a attiré l'attention sur le fait que le coût des mesures d'atténuation visant à réduire les gaz à effet de serre était assez important, mais pas autant qu'on pouvait l'imaginer. En réalité, il ne représente qu'une infime fraction du PIB actuel. «Une mise en œuvre complète nous ramènerait au PIB des années 1980, et le niveau de vie n'était pas vraiment mauvais à cette époque», assure-t-il. «Nous sommes en mesure de la financer.»



Ndidi NNOLI-EDOZIEN



Theodoros SKYLAKAKIS

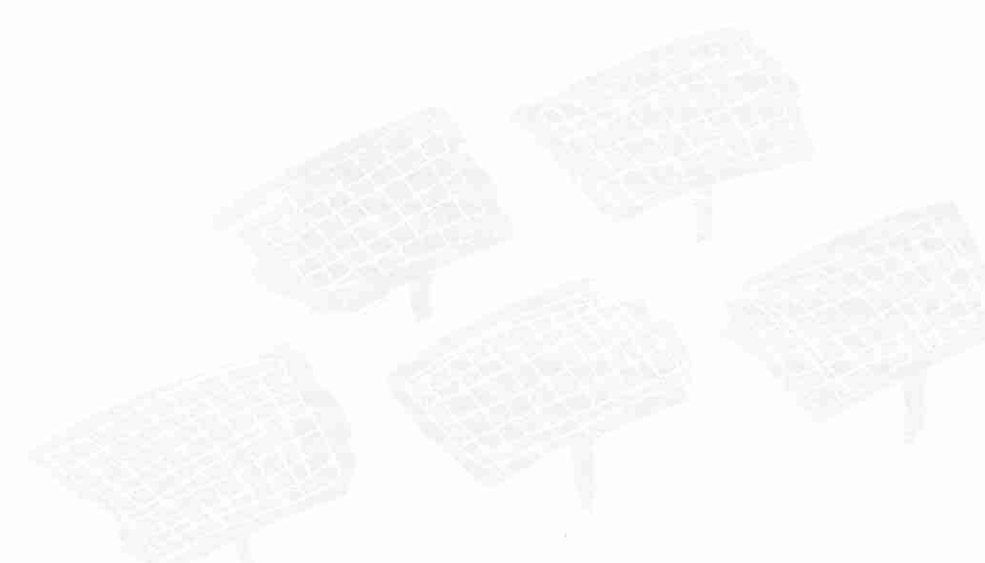


Richard HOSTER

Selon Thijs Berman, l'innovation est guidée par la paresse, le besoin ou des obligations. «Notre rôle, au Parlement européen, est de créer des obligations», a-t-il expliqué. «Mais ce que nous demandons a un prix. Nous devons par conséquent créer de nouvelles sources de financement. Nous pourrions envisager d'augmenter les taxes sur le kérosène utilisé pour le transport aérien. Il semble insensé qu'une ressource aussi polluante ne soit pas taxée. L'argent récolté pourrait être réinvesti dans des mesures d'atténuation pour lutter contre le changement climatique.»

Rolph Payet a mis en garde contre le danger d'une telle taxe, qui signerait la mort de la principale industrie des Seychelles et de nombreuses autres petites économies: le tourisme. «Il ne faut pas mettre en œuvre des solutions simplistes sans avoir soigneusement pesé le pour et le contre», a-t-il ajouté.

«Pourquoi ne pas regarder du côté des échanges de quotas d'émissions?», a-t-il proposé. «Ce commerce rapporte des milliards de dollars. Pourquoi ne pas utiliser un pourcentage des commissions pour financer des mesures d'adaptation?»

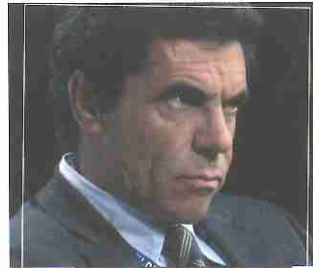




Tumi MAKGABO

RÉUNION DE HAUT NIVEAU

Partenariats et gouvernance environnementale mondiale



Nuno RIBEIRO DA SILVA

- TUMI MAKGABO, modératrice, CNN International
- ALBERTO BINGER, directeur du Centre pour l'environnement et le développement, Université des Indes Orientales
- JOSEP BORRELL FONTELLES, membre du Parlement européen, président de la commission du développement
- LOUIS MICHEL, commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire
- NUNO RIBEIRO DA SILVA, président du Comité stratégique environnemental, Association industrielle portugaise (AIP)
- VALENTINE SENDANYOYE RUGWABIZA, directrice générale adjointe, Organisation mondiale du commerce (OMC)
- ACHIM STEINER, directeur exécutif, Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

Quelle voie suivre?

Les participants ont débattu du meilleur moyen d'établir une gouvernance environnementale mondiale. Leurs discussions ont abouti à deux grandes propositions. La première, formulée de différentes manières par de nombreux participants, impliquerait la création d'une nouvelle agence multilatérale ou le renforcement et l'habilitation d'un organe existant, qui serait responsable des questions liées au changement climatique.

La deuxième, présentée par Louis Michel, le commissaire au développement et à l'aide humanitaire, serait la création d'un emprunt mondial pour le financement d'initiatives destinées à relever les défis générés par le changement climatique. Tout en admettant que les modalités de ce mécanisme restaient à définir, il a proposé un programme de prêt international financé par les pays riches, «éventuellement administré par la Banque mondiale ou le FMI», permettant le déblocage immédiat de fonds pour des actions de lutte contre le changement climatique.

«Il est évident que nous, au niveau politique, devons chercher de nouvelles sources de financement», a-t-il déclaré. «Nous pouvons suggérer à nos partenaires d'inclure ces considérations dans leurs plans de développement, mais, en cas de coûts supplémentaires, nous devons les aider à y faire face.»

En proposant un mécanisme d'emprunt plutôt qu'un système d'octroi d'aides, le commissaire Michel accepte les réalités politiques. «Si nous demandons aux États membres de l'Union européenne s'ils sont disposés à assurer le financement, la réponse sera non», a-t-il ajouté. «L'idée d'un emprunt est politiquement réalisable. Elle encouragerait les investissements et un autofinancement serait possible.»

Alberto Binger, de l'Université des Indes Orientales, a présenté un outil technologique susceptible de bénéficier d'un financement dans le cadre du mécanisme d'emprunt proposé par Louis Michel. L'énergie maréthermique, découverte en 1888, exploite la différence de température entre les eaux superficielles et les eaux profondes des océans pour produire de l'énergie sans la moindre émission de carbone.

«Si nous sommes prêts à déléguer certains pouvoirs au marché, pourquoi ne pas déléguer une partie de notre souveraineté à une gouvernance mondiale?»

VALENTINE SENDANYOYE RUGWABIZA, DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE, OMC



Josep BORRELL FONTELLES, Louis MICHEL, Achim STEINER, Valentine SENDANYOYE RUGWABIZA et Alberto BINGER

Une agence multilatérale?

Plusieurs orateurs ont argumenté en faveur de la création ou du renforcement d'une agence multilatérale chargée de la mise en œuvre des initiatives de lutte contre le changement climatique. «Pourquoi pas une organisation mondiale pour résoudre ce problème?», a lancé le député européen Josep Borrell. «Est-ce parce que nous n'y croyons pas, ou est-ce en raison de l'existence d'intérêts particuliers?»

De nombreux participants ont admis que les impératifs électoraux à court terme des dirigeants nationaux les empêchaient de prendre des décisions radicales pour résoudre des problèmes à long terme tels que le changement climatique. Une grande partie de l'assistance a également convenu que, grâce à leur recul, les organisations mondiales pouvaient résister à bon nombre de pressions immédiates.

«Si nous sommes prêts à déléguer certains pouvoirs au marché, pourquoi ne pas déléguer une partie de notre souveraineté à une gouvernance mondiale?», a demandé Valentine Sendanyoye Rugwabiza, de l'Organisation mondiale du commerce.

Elle a signalé la possibilité de recourir aux agences multilatérales existantes, à la condition que les gouvernements nationaux s'engagent réellement à appliquer les accords internationaux en vigueur dans le domaine de l'environnement et du développement. «La cohérence au niveau international est impossible sans cohérence au niveau national», a-t-elle souligné.

Achim Steiner, du PNUE, s'est déclaré frustré que, deux décennies après la publication du rapport Brundtland (également connu sous l'intitulé «Notre avenir à tous»), aucun progrès n'ait été réalisé sur aucun des indicateurs clés mentionnés dans ce document. Il a ajouté que, d'après ses chiffres, les émissions de CO₂ ont augmenté de 35 % depuis 2000, autrement dit depuis la signature de l'accord de Kyoto.

«Les contradictions et l'hypocrisie n'ont pas encore totalement disparu», a-t-il constaté. Il a reconnu que les divers accords internationaux sur l'environnement conclus au cours de ces trente dernières années s'étaient avérés inefficaces, mais il n'était pas pour autant enthousiaste à l'idée de créer une nouvelle agence multilatérale. «Je doute qu'il faille se hâter de créer une nouvelle institution», a-t-il expliqué. «Après la création suit la mise en activité, et il n'existe aucun consensus concernant son fonctionnement.»



Besoin de politiques rationnelles en matière de fixation des prix et de taxation
Nuno Ribeiro da Silva, de l'Association industrielle portugaise (AIP), a indiqué que les producteurs et les consommateurs recevaient parfois des gouvernements des messages contradictoires au sujet de la protection environnementale. Au Portugal, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'électricité est de 5 %. Cependant, lorsque des consommateurs remplacent l'installation de leur habitation pour en améliorer l'efficacité énergétique, la TVA appliquée à l'équipement utilisé est de 21 %.

En conclusion, il a déclaré que des politiques rationnelles de taxation et de fixation des prix, semblables à celles qui ont incité les grossistes en viande américains à remplacer leurs congélateurs périmés dans les années 1970 et 1980, pourraient produire des résultats intéressants.



CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

Le développement, la meilleure mesure d'adaptation et d'atténuation



Louis MICHEL

«Si nous n'intégrons pas le changement climatique dans nos politiques de développement, nous perdrons le bénéfice de tous les investissements que nous avons faits.»

LOUIS MICHEL,
COMMISSAIRE EUROPÉEN
AU DÉVELOPPEMENT
ET À L'AIDE HUMANITAIRE



- LOUIS MICHEL, commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire
- FRANCISCO NUNES CORREIA, ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du développement régional, Portugal
- BRUNO RODRIGUEZ PARRILLA, premier vice-ministre des affaires étrangères, Cuba
- ANDREJ ŠTER, secrétaire d'État aux affaires étrangères, Slovénie

La deuxième édition des Journées européennes du développement a fourni un forum de débat, de discussion et d'échange de connaissances sur les liens inextricables qui existent entre le changement climatique et le développement. Lors de la cérémonie de clôture, Bruno Rodríguez Parrilla, le premier vice-ministre des affaires étrangères cubain, a rappelé à l'assistance les raisons pour lesquelles il fallait agir sans attendre. Il a fait remarquer que «peu de mesures avaient été prises» et que la situation actuelle était bien plus critique qu'au moment de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro il y a quinze ans.

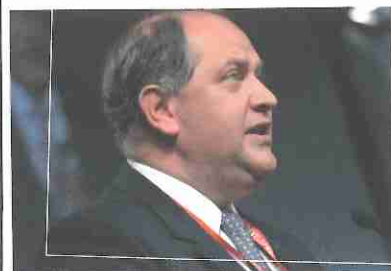
Il a ensuite présenté un état des lieux impressionnant des dégâts d'ores et déjà infligés à la planète et a vivement encouragé les pays plus riches à assumer leurs responsabilités: «Les stratégies [...] d'atténuation [...] et d'adaptation seront vaines si les modèles de production et de consommation non viables des sociétés riches, qui sont les principaux responsables des dégâts environnementaux causés à l'ensemble de la planète, ne sont pas modifiés. [...] les pays riches doivent assumer la majeure partie du coût des mesures d'atténuation.»

Il a préparé le terrain à l'instauration d'un partenariat et d'une coopération entre tous les pays de la Terre: «Riches et pauvres vivent sur la même planète épuisée. Nous devons travailler tous ensemble à notre salut ou personne ne sera sauvé. En dépit de nos différences, nous sommes liés par un destin commun [...] la coopération internationale est la seule issue rationnelle et viable.»

Le changement climatique doit être intégré dans nos politiques de développement

Louis Michel, le commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, a brièvement rappelé quelques-uns des principaux thèmes évoqués lors des trois Journées européennes du développement:

- le changement climatique n'est plus une hypothèse, mais une réalité;
- le changement climatique affectera de manière disproportionnée ceux qui en sont le moins responsables;
- le changement climatique ne peut plus être considéré comme un problème de nature purement environnementale;
- le changement climatique n'est plus un problème du futur, étant donné que ses effets sont déjà visibles à l'heure actuelle.



Andrej ŠTER



Bruno RODRIGUEZ PARRILLA



Francisco NUNES CORREIA

«Si nous n'intégrons pas le changement climatique dans nos politiques de développement, nous perdrons le bénéfice de tous les investissements que nous avons faits», a-t-il ajouté. Il a réitéré sa proposition d'emprunt mondial pour le financement d'initiatives d'adaptation et d'atténuation, et a appelé la communauté internationale à dédommager les pays en développement afin qu'ils protègent leur environnement naturel.

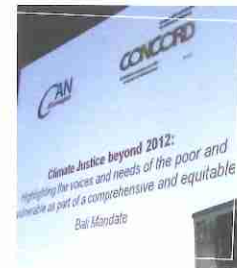
Se faisant l'écho des commentaires formulés par de nombreux participants au cours de la deuxième édition des Journées européennes du développement 2007, Andrej Šter, le secrétaire d'État aux affaires étrangères en Slovaquie, a observé que «les pays les moins avancés et les petits États insulaires seront les plus durement touchés par le changement climatique bien qu'ils en soient les moins responsables. Nous devons redoubler d'efforts pour prêter main forte à ceux de ces pays qui ne possèdent pas les capacités requises pour s'adapter».

Et de préciser que cela impliquerait l'octroi d'une aide au développement dans des domaines prioritaires tels que l'adaptation, la surveillance, la sécurité alimentaire, les actions de secours aux victimes, l'éducation et la mise au point d'énergies propres. Ce dernier domaine inclurait un transfert technologique pour maintenir des niveaux d'émissions faibles de gaz à effet de serre dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture. «Nous sommes persuadés que la meilleure façon de s'adapter au changement climatique consiste à atténuer ses effets grâce au développement», a-t-il conclu.

Nous avons besoin d'un «niveau inégalé de coopération», a-t-il ajouté.

Francisco Nunes Correia, le ministre portugais de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du développement régional, a plaidé en faveur de ce qui doit être à son sens un niveau inégalé de coopération internationale et d'intégration des politiques publiques pour la lutte contre le changement climatique. Il a lui aussi reconnu que les différents pays et régions ne disposaient pas des mêmes armes pour faire face à ce problème. «Il est essentiel de lier les politiques du développement et celles du changement climatique», a-t-il affirmé. «Le paradigme du modèle de développement doit être modifié.»

Andrej Šter et Francisco Nunes Correia ont tous deux attiré l'attention sur le rôle de la conférence des Nations unies sur le changement climatique et du sommet UE-UA qui auront lieu en décembre 2007 à Bali, en Indonésie, et à Lisbonne respectivement. La conférence de Bali est la prochaine étape du processus de définition de normes internationales pour les émissions de carbone après l'expiration de l'accord de Kyoto en 2012. Le secrétaire d'État slovène aux affaires étrangères, Andrej Šter, a déclaré que le sommet UE-UA constituait «un forum approprié» pour l'examen d'initiatives de fusionnement des politiques de développement et de lutte contre le changement climatique.



ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES

Des forums dédiés à la réflexion innovante



EN MARGE DES SESSIONS PLÉNIÈRES, DES RÉUNIONS DE HAUT NIVEAU, DES ATELIERS ET DES ALLOCUTIONS SPÉCIALES, UNE SÉRIE D'ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES AUX THÈMES VARIÉS SE SONT DÉROULÉS PENDANT LES JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT. PLUS DE CINQUANTE ORGANISATIONS, ET PAYS, ONT PRÉSENTÉ LEURS ACTIVITÉS, ONT ABORDÉ DES SUJETS SPÉCIFIQUES OU SE SONT LIVRÉS À UN EXAMEN APPROFONDI DES DIFFÉRENTS ASPECTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT.

LE BUT DE CES ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES ÉTAIT DE CRÉER UNE PLATEFORME INTERACTIVE OÙ POURRAIENT SE RENCONTRER LES EXPERTS DU DÉVELOPPEMENT AFIN D'ÉCHANGER LEURS EXPÉRIENCES, DE PARTAGER LEURS MEILLEURES PRATIQUES ET DE PRÉPARER LE TERRAIN À DE FUTURS COLLABORATIONS ET PARTENARIATS. LES PARAGRAPHES SUIVANTS RAPPORTENT LES MOMENTS LES PLUS MARQUANTS DE CERTAINES SESSIONS DE CETTE ANNÉE.

«Des organisations de la société civile issues de diverses régions se joignent à présent aux débats sur le changement climatique. Nous sommes ici ensemble, aujourd'hui également, pour combler le fossé qui nous sépare.»

MATTHIAS DUWE,
DIRECTEUR,
RÉSEAU ACTION CLIMAT EUROPE

L'ÉGALITÉ FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE APRÈS 2012

Le changement climatique et le développement sont deux dimensions indissociables, qui devront être considérées conjointement lorsque les dirigeants de la planète se réuniront pour dégager un accord post-Kyoto lors de la conférence de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et lors de la troisième réunion de parties au protocole de Kyoto qui auront lieu à Bali en décembre 2007. C'est la conclusion qu'ont tirée ensemble les participants – tant les spécialistes du changement climatique que ceux du développement – qui ont assisté à cette présentation organisée par CAN-Europe, un réseau renommé consacré aux aspects climatiques et énergétiques, et CONCORD, la confédération européenne des ONG d'urgence et de développement.

LA RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ

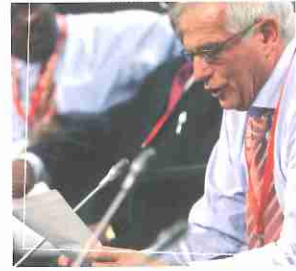
Organisée par VOICE Disaster Risk Reduction et EU-CORD (un réseau d'organisations chrétiennes pour l'aide d'urgence et de développement), cette session a abordé les sujets de la réduction des risques naturels, de l'adaptation au changement climatique et de la coopération au développement.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES, LE DÉVELOPPEMENT ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les participants se sont concentrés sur le rôle crucial des collectivités locales dans la gestion des liens entre le développement et le changement climatique. Cet événement a été organisé par le Comité des régions, le Forum du Commonwealth dédié au renforcement des collectivités locales (Commonwealth Local Government Forum), la Plateforme des collectivités locales des pays ACP, le Conseil des communes et régions d'Europe et l'Association internationale des régions francophones.

TASNEEM ESSOR,
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA PLANIFICATION ET DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE POUR LA PROVINCE OCCIDENTALE
DU CAP EN AFRIQUE DU SUD





LA COHÉRENCE DES POLITIQUES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT: PROCHAINES ACTIONS

La cohérence des politiques au service du développement figure parmi les priorités des organisations internationales. En septembre 2007, la Commission européenne a publié son premier rapport sur la *Cohérence des politiques pour le développement*, qui couvre les initiatives prises au niveau européen et les mesures mises en œuvre par les États membres. Les participants ont discuté des moyens à utiliser pour parvenir à une meilleure coordination du développement. Cette session était organisée par Evert Vermeer Stichting, l'OCDE, la Commission européenne et le Centre du développement mondial (Center for Global Development).

LE FORUM SUR LES FORÊTS TROPICALES D'AFRIQUE CENTRALE

Jusqu'à récemment, le taux de déforestation était relativement faible en République démocratique du Congo. La situation est cependant en train de changer en raison des graves menaces que constituent à présent la déforestation légale et illégale. L'explosion démographique accentue ce problème par les besoins en bois de chauffage et en terres cultivables qu'elle engendre. Cette session, organisée par le Bureau belge de la coopération au développement, s'est concentrée sur la prévention de la déforestation en tant que moyen de lutte contre le changement climatique.

DU CAIRE À LISBONNE:

FORUM OUVERT SUR LA STRATÉGIE COMMUNE UE-AFRIQUE

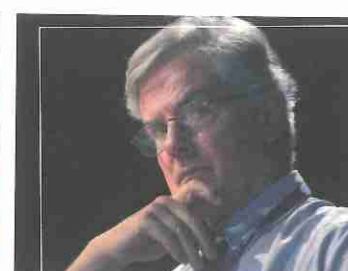
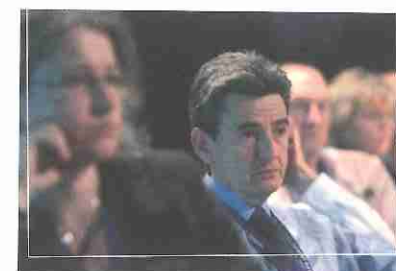
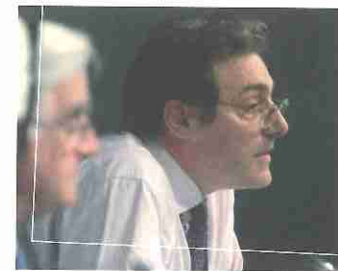
Le sommet UE-Afrique – le sommet de Lisbonne – prévu les 8 et 9 décembre 2007 à Lisbonne, devrait être le théâtre du lancement d'une nouvelle stratégie et d'un nouveau plan d'action pour une coopération future entre l'Union européenne et l'Afrique dans les domaines du développement économique et de la réduction de la pauvreté. La commission du développement du Parlement européen et le Parlement pan-africain ont travaillé ensemble à la préparation des fondements de cette stratégie et de ce plan d'action. Cette session a réuni les députés des deux institutions, qui en étaient les organisatrices, pour discuter de cet accord marquant.

«Nous devons de plus en plus prendre en compte la réalité politique [...] dans nos décisions: où se trouvent les intérêts particuliers et comment refléter les intérêts de la population?»

RAILI LAHNALAMPI,
ORGANISATION DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

«Cette nouvelle stratégie devrait définir les bases et des orientations pour une future collaboration fructueuse. La réduction de la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement resteront les piliers fondamentaux des programmes de développement [...] Quarante et un pour cent des habitants de l'Afrique sub-saharienne vivent encore avec moins d'un dollar par jour.»

MARWIKI T. KHUMALO,
PARLEMENT PAN-AFRICAIN,
CHEF DE DÉLÉGATION TRAVAILLANT
EN COLLABORATION
AVEC LES DÉPUTÉS EUROPÉENS



«Les mesures d'adaptation [au changement climatique] doivent être élaborées au niveau local et soutenues au niveau mondial. Leur succès dépend de l'efficacité et de la responsabilisation des pouvoirs publics locaux [...] La lutte contre la pauvreté est essentielle.»

GORDON MCGRAHANAN,
DIRECTEUR, PROGRAMME SUR
LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS,
INSTITUT INTERNATIONAL POUR
L'ENVIRONNEMENT
ET LE DÉVELOPPEMENT

«Comment évaluer un projet dont les bienfaits sociaux escomptés sont conséquents mais les perspectives financières médiocres? Comment résoudre la question des compromis dans le cas par exemple d'un projet à faible taux de rendement externe et à fort impact au niveau des OMD?»

CHRISTOPHER WRIGHT,
CHERCHEUR, CENTRE POUR
LE DÉVELOPPEMENT ET L'ENVIRONNEMENT,
UNIVERSITÉ D'OSLO

L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS CE SIÈCLE URBAIN

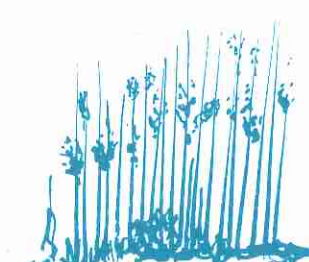
Les zones urbaines sont aujourd'hui plus densément peuplées que les zones rurales – et sont responsables de 80 % des émissions de gaz à effet de serre. Les participants se sont penchés sur certains aspects du changement climatique spécifiquement liés aux zones urbaines, et ont examiné à la fois les problèmes rencontrés et divers programmes visant à mettre en place des solutions locales d'atténuation et d'adaptation. Cette session était organisée par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement.

LA RÉPONSE STRATÉGIQUE DE L'UE AUX SITUATIONS DE FRAGILITÉ DANS LES PAYS AFRICAINS

Cette session visait à rassembler les députés africains et européens pour discuter de leur rôle et de leurs responsabilités dans la prévention des conflits et de la faillite des États. L'événement était parrainé par les députés européens pour l'Afrique (AWEPA), une ONG internationale qui regroupe 1500 anciens ou actuels parlementaires issus du Parlement européen et de la majorité des États membres. L'AWEPA cherche à promouvoir et à renforcer les capacités des parlements africains.

ATELIER BEI: COMMENT INTÉGRER DES CRITÈRES SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DANS LES CONDITIONS DE FINANCEMENT DE PROJETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT?

Dans le cadre de son dialogue permanent avec la société civile, la Banque européenne d'investissement (BEI) a organisé son atelier d'automne 2007 pour les organisations de la société civile, au cours duquel des représentants des deux parties ont débattu de sujets d'intérêt commun. Une grande partie du débat a porté sur le financement par la BEI de projets mis en œuvre dans des pays non membres de l'UE – en particulier des pays en développement – et sur le degré d'efficacité des critères utilisés par la BEI pour la prise de décisions en matière d'investissements.





L'INTÉGRATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES POLITIQUES ET PROJETS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT

Un vibrant appel à l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans l'ensemble des politiques de développement a été lancé lors de la deuxième édition des Journées européennes de développement. Comment relever ce défi imposant? Les participants ont présenté les stratégies de leurs organisations respectives et ont examiné diverses études de cas. Trois recommandations principales ont été formulées sur la base de ces études de cas et d'ateliers: l'éradication de la pauvreté et des inégalités doit être au centre de tous les projets, les ONG doivent développer un nouveau concept de solidarité Nord/Sud, et les relations entre les organisations d'urgence et de développement doivent être renforcées.

Cette session était organisée par le ministère français des affaires étrangères, le ministère britannique du développement international, la *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (Agence de coopération allemande – GTZ), l'Agence française de développement, le Fonds français pour l'environnement mondial et l'Association pour la solidarité et la coopération internationales.

CARBONE CONTRE PAUVRETÉ

Cette session a marqué le coup d'envoi d'une nouvelle initiative en faveur de l'environnement et du développement intitulée «*Carbono contra a Pobreza*» (Carbone contre pauvreté), qui est menée par deux entités portugaises, *Oikos*, une association sans but lucratif spécialisée dans les questions relatives au développement et à la coopération, et *Ecoprogrosso*, une société de conseil dans le domaine de l'environnement. Cette initiative vise à promouvoir des stratégies, projets et investissements aux niveaux local, régional, national et international en vue de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de son impact – des objectifs qui contribuent également à la réduction de la pauvreté et au développement économique.

UNE MEILLEURE FOURNITURE DE L'AIDE EUROPÉENNE – MAIS COMMENT?

Organisée par le réseau des praticiens de la coopération européenne pour le développement, cette session consistait en une discussion entre des hauts représentants d'agences et d'administrations chargées de l'application de politiques de développement dans ce domaine. Le réseau a été présenté comme un instrument d'amélioration de la coopération européenne au développement.

LES AUTRES ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES:

Les partenariats innovants dans la lutte contre le changement climatique (ministère des affaires étrangères – Autriche, ministère des affaires étrangères – Finlande, IUCN)

Les perspectives économiques en Afrique (2007) (IPAD)

Changement climatique et les bédouins (*Irish Aid*, IIED)

La coopération slovène au développement (CEP, ITF, *Fondation Together*, CEF)

Partager les expériences en matière de sensibilisation au changement climatique en tant qu'aspect du développement (SLOGA, *Focus*, *Slovene Philanthropy*)

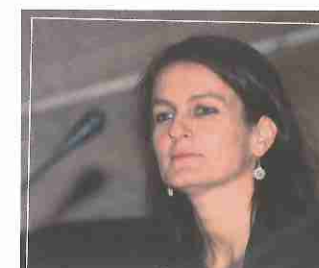
Les voix du terrain – Comment le climat affecte-t-il l'agriculture dans les États ACP ruraux? (CTA, EUFORIC, UNITAR, IIED)

DECIM: l'engagement civique en faveur du développement – La coordination de l'aide des donateurs en faveur de la société civile

Relever le défi des fournitures en matière de santé génésique (IPPF-EN, *Countdown 2015 Europe*)

Des approches intégrées du développement humain et social et de l'environnement (DSW, GEO – Préservation de la forêt tropicale)

Regards sur la Terre (AFD, IDDRI)



Cuba-Europe – ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT ET SENSIBILISATION Développement durable et coopération DE L'OPINION PUBLIQUE

Renforcer la lutte contre le VIH, la tuberculose, le paludisme et les autres grandes menaces pour la santé (UNAIDS, GFATM, OMS, Banque mondiale)

Stratégie hongroise de lutte contre le changement climatique

Voix des continents – Échange d'expériences concernant les méthodes novatrices de résolution des problèmes liés au changement climatique et à la coopération au développement (Club de Madrid)

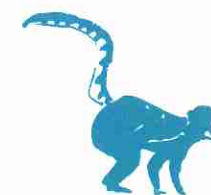
Créer un réseau mondial des professionnels du développement international – (SLOGA, *Focus*, *Slovene Philanthropy*)

Nourrir la planète après-demain (FIDA, FAO, PAM)

L'initiative en faveur de la réduction de la pauvreté et de la gouvernance environnementale (IUCN)

Les îles et l'Union européenne (IUCN)

Les lacs glaciaires du Kirghizistan: pourrions-nous prévenir le risque d'inondations désastreuses? Présentation d'un projet tchèque (ministère des affaires étrangères – République tchèque, Centre tchèque pour le développement)



L'éducation et la sensibilisation sont essentielles à un moment où l'Union européenne intensifie ses aides en faveur du développement et de la lutte contre la pauvreté. Le groupe plurilatéral sur l'éducation au développement a présenté sa communication lors des Journées européennes du développement.

Le Consensus européen pour le développement: la contribution de l'éducation au développement et de la sensibilisation (The European Consensus on Development: the contribution of Development Education & Awareness Raising) est une contribution à la mise en œuvre du Consensus européen pour le développement (2005), avec une référence particulière à la déclaration selon laquelle «[...] l'Union européenne attachera une attention particulière à l'éducation au développement et à la sensibilisation des citoyens de l'Union européenne.» La communication commune établit un cadre pour l'élaboration de stratégies aux niveaux local, régional, national et européen. Ce cadre est le résultat d'un an de travaux au sein du groupe plurilatéral européen sur l'éducation au développement, travaux qui ont été facilités par le projet DEEEP (*Development Education Exchange in Europe Project* – Projet européen sur l'éducation au développement). La communication a été suivie par un débat plus général sur l'importance de la sensibilisation des citoyens européens aux questions de développement international et l'intégration de cette nécessité dans les politiques nationales et européennes.

Pour télécharger la communication: www.deeep.org/english/europe/strategy/european_consensus_30102007.pdf

ESPOIR OU DANGER?

Les projets de prévention de la déforestation et de séquestration biologique du carbone ont d'ores et déjà fait leurs preuves en matière de capacité à mobiliser des ressources des marchés du carbone en faveur des communautés pauvres, à des fins de développement et d'adaptation au changement climatique. L'une des principales préoccupations des acteurs concernés par les défis mondiaux que représentent le changement climatique, la pauvreté permanente et la dégradation de l'environnement porte sur les moyens à employer pour généraliser la mise en œuvre de projets multi-bénéfices relatifs à l'agriculture, aux forêts et aux autres usages de la terre. L'Alliance CCB (*Climate, Community and Biodiversity* – Climat, communauté et biodiversité)/CARE a parallèlement soigneusement examiné les preuves établissant que ce type de projet peut simultanément promouvoir la réduction des gaz à effet de serre, la lutte contre la pauvreté et la préservation de la biodiversité.



LE VILLAGE DU DÉVELOPPEMENT

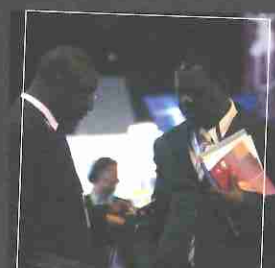
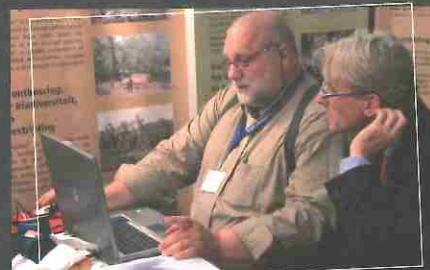
Un carrefour de partage d'expériences

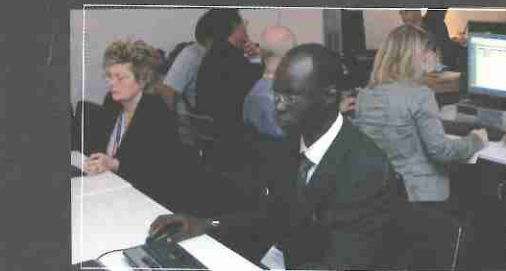
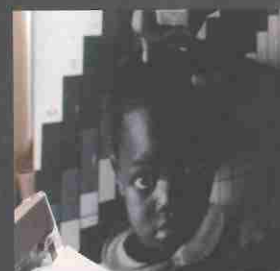
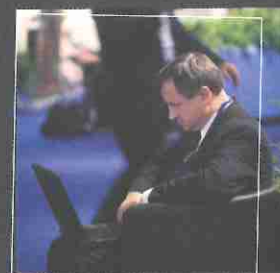


Le Village du développement a offert à plus de 120 professionnels du développement, du changement climatique et de l'environnement l'occasion de présenter leurs travaux. Les ONG, les institutions ACP, les fondations, les instituts de recherche, les organisations internationales, les gouvernements et les États membres de l'Union européenne participants ont contribué à cet événement par la mise en place de stands généralement interactifs.

L'endroit a été agencé de manière à créer une ambiance de village animé où les gens apprennent à se connaître, partagent leurs expériences, débattent des questions de développement et jettent les bases de futures collaborations.

Le Village du développement a ouvert ses portes au public le jeudi 8 novembre et a accueilli quelque 650 visiteurs, dont un grand nombre d'étudiants curieux d'en apprendre davantage sur les liens entre le changement climatique et le développement.





100 % SANS CARBONE!

La deuxième édition des Journées européennes du développement a été conçue pour être un événement 100 % sans carbone, preuve de l'engagement de la Commission européenne à continuer de montrer l'exemple dans la lutte contre le changement climatique. Afin de compenser les émissions de carbone produites pendant ces trois journées, la Commission a collaboré avec une ONG active dans ce domaine. Le programme Action Carbone de l'association *GoodPlanet.org* a pour objectif d'évaluer et de compenser les émissions dues à la consommation énergétique liée au transport des participants, à l'hébergement, à l'aménagement et à l'organisation du site et à la consommation d'électricité.

Action Carbone a calculé en temps réel les émissions et les compensations liées à cet événement, affichant les résultats sur deux thermomètres – indiquant respectivement les émissions en rouge et les compensations en vert – placés à l'entrée du Village du développement.

La Commission européenne a assuré la compensation des émissions liées à la conférence et une partie de l'impact carbone du transport des participants. Ces derniers ont été encouragés à se rendre au stand d'Action Carbone pour financer le restant de la compensation des émissions dont ils étaient personnellement responsables et recevoir une pastille «Compensation carbone» en gage de leur geste pour la compensation de leur empreinte carbone.

Ces deux dernières années, Action Carbone a financé des actions de compensation de 50 000 tonnes de CO₂ à travers neuf projets menés en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Seuls sont sélectionnés des projets qui répondent aux critères fixés via le mécanisme de développement propre conçu par la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.



CONCLUSION

Oui, le climat aura un impact sur le développement. C'est ce qui est clairement ressorti des débats lors des Journées européennes du développement 2007.

Ces Journées sont l'occasion d'échanger des idées, d'exprimer et de confronter des vues divergentes. Elles permettent également de rencontrer des organisations similaires, de s'informer sur l'identité, le domaine d'activité, l'origine et les méthodes des divers participants, d'élaborer de futures synergies et d'instaurer de nouveaux partenariats. Les conclusions de l'édition 2007 peuvent être résumées comme suit: nous devons prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique, et nous devons les prendre maintenant. Au travail! Tel fut le message lancé d'une seule voix par les ONG, les experts et les décideurs au terme de trois jours de débats.

Certains ont plaidé en faveur d'une nouvelle approche du développement dans le monde aux fins de la lutte contre le changement climatique, en faveur d'un changement des mentalités au quotidien. D'autres ont proposé la mise en place de partenariats mondiaux visant à prêter assistance aux populations les plus pauvres ou les plus directement menacés, telles que celles des petits États insulaires. La Commission européenne a non seulement créé en septembre dernier une alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique destinée à aider les pays les plus pauvres, mais elle a également lancé l'idée d'un «Emprunt mondial» lors de ces mêmes Journées. Divers thèmes ont été abordés au cours des débats menés à cette occasion, dont les systèmes d'ingénierie financière intelligente, l'octroi d'aides à l'investissement privé, les stratégies d'adaptation, le renforcement de la coopération, la responsabilité du financement des biens publics mondiaux, la création d'agences multilatérales et le transfert de technologies.

De plus amples renseignements sont disponibles sur le site www.eudevdays.eu.

Et ensuite?

L'engagement de l'Union européenne en faveur de l'aide au développement est totale, comme en témoigne sa position de premier donateur mondial et de partenaire des pays en développement. Nous savons que l'Afrique est l'une des régions les plus affectées par le changement climatique. Avec sept autres partenariats stratégiques communs à la base de nouvelles relations entre les deux continents, le changement climatique constituera un thème phare du sommet Europe-Afrique qui se tiendra à Lisbonne les 8 et 9 décembre 2007.

L'Union européenne est à la tête des négociations internationales pour la lutte contre le changement climatique. Lors de la conférence prévue à Bali entre le 3 et le 14 décembre 2007, elle proposera une réduction concrète de 20 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. À Bali, tous devront assumer leur part de responsabilité et collaborer à la définition d'un objectif de réduction commun.

Le climat affecte le développement. Le climat modifie les priorités politiques. Le climat altère notre avenir. Malgré tout, ensemble, nous pouvons contrer le changement climatique et nous construire un avenir différent.

Nous avons tous le devoir d'agir. Comme l'a fait remarquer Antoine de Saint-Exupéry: «Nous n'héritons pas de la Terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants.»